

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Diplomatie culturelle dans un monde de conflits

par Hans Köchler\*

«Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.» C'est ainsi que l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, définit sa tâche dans le premier article de son Acte constitutif, mis au point peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi également que doit être compris, aujourd'hui encore, le rôle de la culture dans le contexte des tensions et des conflits mondiaux. En effet, à notre époque d'interconnexion globale et de dépendances mutuelles, les questions de culture et d'identité culturelle sont fondamentales pour la paix – quelle que soit notre opinion et le fait que nous approuvions ou non le diagnostic à ce sujet posé en son temps par *Samuel Huntington*.<sup>1</sup> Afin de comprendre l'importance de la diplomatie «culturelle» et d'en estimer correctement sa valeur, souvenons-nous brièvement de ce qu'est la nature de la culture dans le contexte politique et en particulier de celui des relations internationales.<sup>2</sup>

### La culture peut résister au pouvoir politique

En tant que référentiel universel d'accomplissement personnel d'une communauté dans son environnement naturel (notion issue de la phénoménologie d'*Edmund Husserl*),<sup>3</sup> la culture au travers de l'histoire a fait ses preuves de par sa force de résistance à l'égard du pouvoir politique, même quand celui-ci prend la forme du pouvoir militaire. La *Weltanschauung*, la vision du monde de la Grèce antique – dans la philosophie, la science et l'art – a façonné l'identité culturelle du puissant Empire romain ayant conquis les cités grecques. La culture arabo-islamique – ceci juste pour en donner un autre exemple – a pu survivre sous la domination de l'Empire moghol, où tous les nouveaux Etats qui en étaient issus ont accepté la religion locale dominante (une particularité soulignée par *Amy Chua* dans son analyse exhaustive sur l'importance revêtue par les inclusions culturelles et la tolérance dans l'édification des empires).<sup>4</sup> La culture prenant ses racines dans les traditions religieuses, se montre particulièrement résistante à l'égard du pouvoir politique, cela a pu être remarqué entre autres dans le destin du marxisme-léninisme dans l'ancien empire soviétique (y compris dans l'Afghanistan occupé), dans celui du modernisme inspiré de l'exemple occidental sous le Schah d'Iran ou de la version dog-

matique de la sécularisation dans la République turque.

«Les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix.» C'est ainsi que l'UNESCO, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, définit sa tâche dans le premier article de son Acte constitutif, mis au point peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est ainsi également que doit être compris, aujourd'hui encore, le rôle de la culture dans le contexte des tensions et des conflits mondiaux. En effet, à notre époque d'interconnexion globale et de dépendances mutuelles, les questions de culture et d'identité culturelle sont fondamentales pour la paix.»

matique de la sécularisation dans la République turque.

### La culture possède une force créatrice

Dans l'histoire universelle, la culture a toujours prouvé sa force créatrice face à la politique. A l'inverse, l'influence exercée a souvent été beaucoup moins couronnée de succès et certainement moins efficace. Le même sentiment prévaut si l'on considère l'histoire du colonialisme. Là où les conquérants n'avaient pas totalement éliminé la population locale ou l'avaient fortement marginalisée, la culture des envahisseurs se superposait souvent aux traditions indigènes qui de leur côté redéfinissaient la culture dominante et la reformataient. Ceci apparaît également dans la pratique de la foi chrétienne parmi les traditions africaines ou sud-américaines. Le rapport entre Culture et Empire<sup>5</sup> est certainement plus complexe que l'apologie de la domination culturelle prônée par certains au cours des siècles; il apparaît clairement que les influences ne sauraient s'exercer dans une seule direction.<sup>6</sup>

### La culture peut cependant aussi être instrumentalisée au service du pouvoir

Contrairement à la culture (ou, selon l'acceptation plus générale de l'identité culturelle: la civilisation) la politique n'est pas nécessairement un phénomène global déterminé par l'effort de l'humanité pour appréhender le monde en tant que tel et partant de là, définir la condition humaine. Dans le monde réel – à ne pas confondre avec le monde idéal –, les relations entre les formations politiques sont toujours une compétition pour le pouvoir, déterminée par la perspective de l'«intérêt national».<sup>7</sup> C'est un fait historique que ces intérêts – toujours orientés vers le bien-être de la nation – ont bien trop souvent été pour-

suivis avec des moyens belliqueux. Dans toutes ces situations, les questions de culture et d'identité culturelle ont été subordonnées aux considérations politiques. La culture a toujours été instrumentalisée en vue de la légitimation par l'exercice de pouvoir. Il en va ainsi de nos jours de la «guerre mondiale contre le terrorisme». L'usage international de la violence est justifié par la défense de la «civilisation» contre ses ennemis.<sup>8</sup>

### L'aspect «double usage» de la culture

Si la guerre est la «continuation de la politique par d'autres moyens», comme l'affirmait notoirement *Clausewitz*,<sup>9</sup> on peut cependant là aussi se poser la question de savoir si la diplomatie culturelle (qui relève du domaine de la politique) peut contribuer à empêcher ou à endiguer des conflits – ou tout au moins à leur préparer une solution négociée. Dans le contexte politique – et en particulier dans les relations interétatiques –, nous devons prendre conscience de l'aspect «dual use» de la culture («à double usage», si je peux utiliser un instant un concept appartenant au contrôle des armements). C'est justement dans les conflits armés que la culture peut être un élément d'*endoctrinement* aussi bien que de *formation* au sens de l'éducation. Tandis que le premier terme signifie l'instrumentalisation de l'identité culturelle au service de la propagande de guerre, le second se réfère plus à des informations qui peuvent aider à reconnaître des préjugés en tant que tels et en conséquence, à les surmonter.

### Des concepts instrumentalisés dans des buts politiques

Malheureusement, le premier de ces aspects semble prédominer en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle. De nombreux conflits actuels et les confrontations qui en découlent, nous

sont présentés comme faisant partie du «choc des civilisations» (*clash of civilizations*), ce qui entraîne bien trop facilement un cercle vicieux de préjugés culturels et de recours à la force.<sup>10</sup> Ceci vaut en particulier pour les dites interventions humanitaires – dans le cadre d'une plus vaste planification stratégique visant un «changement de régime» – une marque de fabrique de la politique de force d'après la fin de la guerre froide – avec des conséquences dévastatrices pour la paix et la stabilité des régions concernées. La politique d'instrumentalisation de concepts tels la «démocratie», les «droits de l'homme», l'«Etat de droit» dans des buts essentiellement politiques a non seulement discrédité ces valeurs et ces idéaux, mais elle est devenue un obstacle majeur pour un ordre mondial stable et pacifique. L'exigence de l'exclusivité culturelle – liée au fait d'insister sur l'application universelle de sa propre vision et son propre système de valeurs – a provoqué une résistance durable parmi les peuples concernés et fait apparaître des contre-narrations de la part d'autres communautés culturelles. Comment peut-on, face à un tel scénario de confrontation, introduire de manière constructive des questions de culture et d'identité culturelle?

### L'essence de la diplomatie culturelle

Un concept global est nécessaire pour une diplomatie culturelle marquée par la reconnaissance de la réciprocité (c'est-à-dire comprendre que la coopération culturelle se caractérise fondamentalement par un *projet mutuel*) et consciente de l'aspect intégral de la culture, ce qu'on pourrait paraphraser avec notre notion de la «dialectique de l'identité culturelle».<sup>11</sup> La culture ne peut en aucun cas progresser dans un environnement insulaire, en faisant abstraction du quotidien; c'est pourquoi elle ne peut en conséquence être transmise que sous forme de *dialogue*. C'est la raison pour laquelle la politique extérieure culturelle n'est tout simplement pas compatible avec des visées impérialistes,<sup>12</sup> et absolument pas avec une politique de guerre. *La culture n'est en aucun cas un simple phénomène concomitant de la politique, mais elle en est l'élément déterminant*. C'est seulement lorsque les hommes politiques reconnaissent qu'il n'existe aucune prédominance de la politique sur la culture, qu'une diplomatie culturelle rationnelle et efficace devient possible. C'est dans la création et la mise en place de cette conscience que réside la tâche la plus noble de l'UNESCO.

### La culture comme projet commun de l'humanité

L'enjeu principal pour la diplomatie culturelle dans la constellation politique du monde actuel réside dans la question de savoir, si elle va ou non tomber dans le piège du «choc des civilisations» (*clash of civilizations*).<sup>13</sup> Si, malgré l'adversité et la multiplicité des conflits, il doit y avoir une chance réelle que la diplomatie culturelle influence positivement les développements internationaux, elle doit être plus qu'un simple décor du quotidien diplomatique. Dans le cadre de la politique étrangère des Etats incontestablement soumise aux intérêts nationaux, son but doit être non seulement de *propager* mais de *partager* largement et honnêtement avec les autres pays et peuples le mode de vie de sa propre nation (c'est-à-dire de son propre peuple), y compris son système de valeurs dans toutes les manifestations de l'art et du style de vie – et cela pas seulement de façon bilatérale mais aussi multilatérale. C'est



Hans Köchler (photo hanskoechler.com)

Hans Köchler a fait partie de 1990 à 2008 du comité directeur de l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck. Aujourd'hui, il est président du *Groupe de travail autrichien pour la science et la politique*, co-président de l'*Académie internationale de philosophie* et président de l'*International Progress Organization* qu'il a fondée en 1972. On ne peut ici rappeler que quelques-uns des points marquants de l'activité débordante de Hans Köchler.

Les axes de recherche de Köchler sont, entre autres, la philosophie juridique, la philosophie politique et l'anthropologie philosophique, dans lesquelles ses résultats de recherche scientifique convergent sur de nombreux points avec les vues du cardinal

polonais *Karol Wojtyła*, devenu plus tard le pape *Jean Paul II*.

Hans Köchler s'est fait connaître dès le début des années soixante-dix par de nombreuses publications, des voyages, des rapports, et par sa participation, au sein de diverses organisations internationales, à un dialogue des cultures, en particulier le dialogue entre le monde occidental et le monde islamique. En 1987, le professeur Köchler a lancé, en collaboration avec le lauréat du prix Nobel *Sean McBride* l'«Appel des juristes contre la guerre nucléaire» et a en conséquence contribué à une expertise, selon laquelle la Cour de justice internationale a établi que l'éventuelle utilisation d'armes nucléaires était incompatible avec le droit international public.

Hans Köchler a toujours pris position sur la question de la réforme des Nations Unies et a exigé leur démocratisation. Il a, en particulier, également pris position sur la question de la concrétisation du droit international, et s'est en cela opposé à une

instrumentalisation politique des normes du droit international. Faisant partie des observateurs envoyés au procès de Lockerbie par *Kofi Annan*, alors Secrétaire général des Nations Unies, il a rédigé un rapport critique, paru en 2003 sous le titre «Global Justice or Global Revenge? International Justice at the Crossroads». Son impression était que le procès de Lockerbie s'était déroulé sous influence politique, et il en retirait l'exigence d'une séparation des pouvoirs ainsi qu'une totale indépendance de la juridiction pénale internationale.

Le texte que nous reproduisons ici est la traduction française d'une intervention de Hans Köchler intitulée «Cultural Diplomacy in a World of Conflict» tenue à l'occasion de l'«Annual Conference on Cultural Diplomacy 2017», organisée par l'«Institute for Cultural Diplomacy (ICD)» à Berlin le 20 décembre 2017. Le sujet général de cette conférence était «Promoting Global Collaboration, Unity and Peace through Cultural Diplomacy».

## «Diplomatie culturelle dans ...»

suite de la page 1

à cela seulement correspond le message de l'UNESCO visant à surmonter l'«ignorance mutuelle», laquelle – selon les termes de son Acte constitutif – a mené au cours de l'histoire vers «le soupçon et la méfiance entre les peuples de l'univers», «si bien que des divergences d'opinion n'ont que trop souvent mené à la guerre».<sup>14</sup> C'est ainsi que la démarche de la diplomatie culturelle doit être ouverte. Elle ne peut être basée uniquement sur la volonté d'affirmation nationale et sur l'orgueil, mais doit inclure également la «curiosité culturelle».<sup>15</sup> Idéalement, la diplomatie culturelle au niveau mondial devrait être une composante de ce que les Nations Unies ont défini, sur la proposition du président iranien de l'époque, *Mohamad Khatami*, comme le «dialogue des civilisations».<sup>16</sup> Plutôt que d'exacerber des attitudes agressives qui, comme l'histoire nous l'a enseigné, ne peuvent que trop facilement conduire à la guerre, la culture doit s'épanouir dans un contexte de collaboration et de mise en valeur mutuelle des réalités auxquelles tous les peuples sont associés. Dans son véritable sens, celui de favoriser l'intégration, la culture demeure un projet commun de l'Humanité, l'accomplissement d'un mode de vie basé sur l'universalité de l'esprit que nous partageons tous.<sup>17</sup>

### La politique culturelle doit être honnête et sans arrière-pensée

Si nous nous orientons selon cet idéal philosophique, la diplomatie culturelle doit cependant affronter, en abordant les conditions de la *Realpolitik*, de sérieux problèmes de crédibilité. Encore une fois, il faut le souligner: la culture ne peut fondamentalement être utilisée uniquement en tant qu'outil politique ou comme un instrument de pouvoir, aussi séduisant que puisse être cette option pour des pays aux ambitions et aux responsabilités mondiales. La crédibilité de la diplomatie culturelle dépend de l'honnêteté de son message devant être dénué de toute arrière-pensée tactique. Une démarche clairement instrumentalisée, fonctionnalisée, est incompatible non seulement avec la culture en tant que telle, mais également contreproductive sur le plan politique. A cet égard, il faut revoir l'interprétation «à la mode» voyant dans la culture une composante du «soft power» (*Joseph Nye*).<sup>18</sup> Juste pour donner un exemple – certes drastique – illustrant mes préoccupations: si la culture est apportée dans un pays par un agresseur à coups de baïonnettes, cela ne discrédite pas seulement sa propre mission – mais dessert aussi – selon son propre calcul stratégique – plus qu'elle ne sert. Dans de tels cas, les populations soumises renforceront encore davantage leur identité face à l'envahisseur, ce qui diminuera à son tour les chances de stabilité à long terme dans la région en question. Cela a tout particulièrement été mis en évidence dans la région du Grand Moyen-Orient depuis le début du siècle, et suivi d'une réaction en chaîne d'aliénation culturelle et de déstabilisation, également dans d'autres parties du monde.

### Le concept de «société multiculturelle» est-il encore crédible?

Suite à ces événements, la question de la crédibilité ou plutôt de la consistance du concept de «société multiculturelle», subissant actuellement une crise existentielle, se pose à nouveau. Les conflits internationaux, souvent suivis des guerres civiles comme par exemple au Proche-Orient, ont aggravé les tensions entre les communautés culturelles et religieuses dans d'autres parties du monde, en particulier en Europe. A l'époque de la mondialisation, les défis sont devenus presque insurmontables, avant tout en ce qui concerne les rapports entre le monde islamique et l'Occident. Comment des pays, dans lesquels des préjugés à l'encontre d'une autre culture ou d'une autre religion se sont infiltrés dans le Mainstream social – en ayant déjà commencé à former la politique intérieure et extérieure de ces pays – peuvent-ils défendre de façon crédible leur identité nationale (c'est-à-dire celle fondée sur leur tradition historique) face au reste du monde? Ou pour le dire crûment: comment la diplomatie culturelle peut-elle être mise en pratique dans une atmosphère de haine et de préjugés, dans laquelle l'instrumentalisation de ces préjugés fait en quelque sorte partie des

«De nombreux conflits actuels et les confrontations qui en découlent, nous sont présentés comme faisant partie du «choc des civilisations» (clash of civilizations), ce qui entraîne bien trop facilement un cercle vicieux de préjugés culturels et de recours à la force. Ceci vaut en particulier pour les dites interventions humanitaires – dans le cadre d'une plus vaste planification stratégique visant un «changement de régime» – une marque de fabrique de la politique de force d'après la fin de la guerre froide – avec des conséquences dévastatrices pour la paix et la stabilité des régions concernées. La politique d'instrumentalisation de concepts tels la «démocratie», les «droits de l'homme», l'«Etat de droit» dans des buts essentiellement politiques a non seulement discrédité ces valeurs et ces idéaux, mais elle est devenue un obstacle majeur pour un ordre mondial stable et pacifique.»

affaires politiques (c'est-à-dire de la politique partisane)? Le problème de crédibilité existe des deux côtés du fossé culturel. Comment des pays pourraient-ils répandre avec succès leur culture (y compris la langue, la poésie, l'art et le sport) dans une constellation au sein de laquelle des accusations mutuelles (quand il s'agit de questions culturelles, en particulier religieuses) empoisonnent les rapports quotidiens? Exprimé de façon plus générale: comment un pays, opprimant certaines cultures sur son propre territoire, ou plutôt créant une opposition contre eux, peut être crédible au niveau international en tant qu'«ambassadeur culturel» pour son propre compte? Cela est fondamentalement valable pour toutes les parties. Il est important ici de souligner que la notion de «culture d'origine» [*Leitkultur*] à laquelle on a fréquemment recours en Allemagne dans les *débats intérieurs au pays*, ne doit pas être comprise dans le sens d'une déclaration de valeur dogmatique puisqu'ainsi on exclurait le dialogue ou plutôt la coexistence entre cultures au niveau international.

### La culture relève de la nature universelle de l'être humain

Conclusion: malgré tous ces défis, la diplomatie culturelle peut jouer un rôle constructif, et même décisif – si et pour autant que les acteurs ne succombent pas à la tentation machiavélique d'utiliser la culture et les questions d'identité culturelle comme des *instruments* en politique. Dans des situations de tension et de conflit il est non seulement illégal, selon le droit international moderne – mis à part les cas d'autodéfense – d'utiliser la violence, mais c'est de plus certes pas le moyen le plus efficace pour le règlement d'un conflit. Dans de telles circonstances, il faut une approche créative, non dogmatique – la quintessence de la diplomatie. En cela réside justement l'avantage de la culture qui – à l'inverse de la politique, où tout tourne inévitablement autour d'égoïsmes de groupes définis comme «intérêt national» – recourt à la nature *universelle* de l'être humain.

### Diplomatie culturelle: relation de dialogue sur un pied d'égalité

Si nous l'appréhendons, tel qu'on le propose ici, dans son sens *intégratif et global*, la diplomatie culturelle peut effectivement jouer un rôle constructif dans l'édification d'un ordre de paix international.<sup>19</sup> Pour être simultanément *crédible* et *efficace*, la diplomatie culturelle doit s'approcher à l'idéal des relations de *dialogue* entre cultures et civilisations sur un pied d'égalité. L'égalité souveraine des Etats – un des principes de base de la Charte des Nations Unies – doit également englober l'égalité souveraine des cultures. C'est la seule possibilité d'entretenir des relations diplomatiques basées sur le respect mutuel.

### La culture comme «brise-glace» et fondement pour des mesures de confiance

Sur cet arrière-plan, les initiatives de diplomatie culturelle peuvent contribuer à la créa-

tion d'un climat favorisant durablement le règlement de conflits et de litiges par voie de négociations. Dans certaines constellations, la culture au sens large (y compris le sport) peut réellement exercer un genre de «fonction de brise-glace» et préparer le terrain pour d'autres mesures de confiance. L'un des exemples les plus évidents pour cela fut la «diplomatie du ping-pong» en avril 1971, ayant précédé ou même initié le dégel entre les Etats-Unis et la Chine communiste, culminant en 1972 dans la visite historique du président *Nixon* à Pékin et finalement dans la reprise des relations diplomatiques. On peut citer d'autres exemples dans lesquels la culture a joué un rôle constructif dans un environnement conflictuel: l'accord commun conclu par deux anciens ennemis, le Japon et la Corée du Sud, lors du championnat du monde de football de 2002, ou la série de concerts de l'orchestre symphonique des jeunes de la Communauté des Etats indépendants (CEI) en septembre 2010, composé de musiciens des deux pays ennemis, organisé presque simultanément dans les capitales de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie. Dans une configuration, où les deux pays du Sud-Caucase se trouvaient quasiment en situation de guerre à cause du conflit non résolu du Haut-Karabagh, l'ensemble se rendit de Bakou à Erivan par un vol direct – avec à bord les deux anciens ministres de l'Éducation et de la Culture des deux pays. Bien qu'aucune mesure bilatérale ou des pourparlers s'en suivirent, cette initiative *multilatérale* fut un exemple particulièrement créatif de l'établissement par la culture d'une passerelle dans des situations paraissant désespérées, permettant néanmoins de rompre des tabous politiques.<sup>20</sup>

### Diplomatie culturelle: d'autant plus efficace qu'elle est intégrée à une politique de paix

L'idéal philosophique de la culture fera-t-il ses preuves en tant que dénominateur commun de la *condition humaine* dans le quotidien politique? La diplomatie culturelle est le plus efficace lorsqu'elle est intégrée dans une politique de paix globale. Simultanément elle *renforce* une telle politique. Cependant, si l'on l'utilise comme moyen de confrontation idéologique, avec pour ultime conséquence de devenir un phénomène concomitant à la guerre, la culture perd non seulement sa force créatrice, mais se vide, devient stérile et inutile pour le progrès de l'humanité. Alors que *l'instrumentalisation* de la culture peut utiliser la thèse de la «lutte des cultures» pour une prédiction auto-réalisée afin de pratiquer une politique interventionniste, la diplomatie culturelle pratiquée sans arrière-pensée signifie le rejet de toute forme de droit culturel exclusif. Elle peut parfaitement préparer le terrain d'un dialogue mondial des civilisations comme base de paix entre les Etats – d'une paix étant finalement plus durable qu'un ordre international qui ne serait que la résultante d'un équilibre de pouvoir toujours fra-

«L'idéal philosophique de la culture fera-t-il ses preuves en tant que dénominateur commun de la condition humaine dans le quotidien politique? La diplomatie culturelle est le plus efficace lorsqu'elle est intégrée dans une politique de paix globale. Simultanément elle renforce une telle politique. Cependant, si l'on l'utilise comme moyen de confrontation idéologique, avec pour ultime conséquence de devenir un phénomène concomitant à la guerre, la culture perd non seulement sa force créatrice, mais se vide, devient stérile et inutile pour le progrès de l'humanité.»

gile et continuellement changeant entre les Etats.

(Traduction *Horizons et débats*)

- Huntington, Samuel. «The Clash of Civilizations?» in: *Foreign Affairs*. vol. 72, no 3 (été 1993), p. 22–49
- Lors de la conférence inaugurale de 1974, l'International Progress Organization – en collaboration avec l'ONU et l'UNESCO – a tenté de définir le rôle international de la culture, en vue avant tout d'une coexistence pacifique entre les Etats: Köchler, Hans. *Cultural Self-comprehension of Nations. Studies in International [Cultural] Relations*, vol. I. Tübingen/Bâle: Erdmann, 1978.
- Husserl, Edmund. *Die Krisis der europäischen Wissenschaften und die transzendente Phänomenologie*. Supplément; texte tiré de la succession, 1934–1937. *Husserliana*, vol. 29. Dordrecht: Kluwer, 1993
- Chua, Amy. *Day of Empire: How Hyperpowers Rise to Global Dominance – and Why They Fail*. New York: Doubleday, 2007
- cf. également Köchler, Hans. «Culture and Empire: The Imperial Claim to Cultural Supremacy versus the Dialectics of Cultural Identity». in: Köchler, Hans. *Force or Dialogue: Conflicting Paradigms of World Order*. Hrsg. Armstrong, David. New Delhi: Manak, 2015, p. 263–273
- La valeur de la culture dans les relations de pouvoir ne doit pas être sous-estimée. Dans l'édification des empires la politique culturelle n'était pas forcément une voie à sens unique. Il ne s'agissait pas toujours et pas nécessairement de greffer la culture des conquérants sur la civilisation des vaincus; l'objectif était souvent – pour des raisons qu'on désignerait aujourd'hui par le terme de «Realpolitik» – d'«intégrer» dans l'empire la culture des vaincus au niveau politique et militaire. La culture du parti perdant et militairement plus faible (notamment si elle est plus différenciée et exhaustive dans son mode de vie) peut non seulement enrichir la culture des envahisseurs/conquérants mais également la transformer (comme c'était le cas dans l'Empire romain).
- cf. Morgenthau, Hans. *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace*. 3<sup>e</sup> édition. New York: Knopf, 1960
- cf. également Köchler, Hans. «The Global War on Terror and the Metaphysical Enemy». in: Köchler, Hans (Ed.). *The «Global War on Terror» and the Question of World Order. Studies in International Relations*, vol. XXX. Vienne: International Progress Organization, 2008, p. 13–35
- «Der Krieg ist eine blosser Fortsetzung der Politik mit anderen Mitteln.» Clausewitz, Carl von. *Vom Kriege*. (1812). Vol. I, ch. 1, art. 24
- Il s'agit ici d'une relation de dépendance mutuelle. On utilise des stéréotypes (que ce soit en rapport avec la religion ou la culture et la race dans un sens plus général) afin de légitimer l'emploi de la violence, ce qui renforce à son tour les stéréotypes de part et d'autre.
- Köchler, Hans. *Cultural-philosophical Aspects of International Cooperation. Studies in International [Cultural] Relations*, Bd. II. Vienne: International Progress Organization, 1978.
- Ne pas confondre cette expression avec l'adjectif «impérial».
- Au sujet de ce terme cf. Köchler, Hans. «Clash of Civilizations». in: Turner, Bryan S.; Chang, Kyung-Sup; Epstein, Cynthia F.; Kivisto, Peter; Ryan, J. Michael; Outhwaite, William (Ed.), *The Wiley Blackwell Encyclopedia of Social Theory*, vol. I. Chichester, West Sussex (UK): Wiley-Blackwell, 2017.
- UNESCO, Acte constitutif, 16 novembre 1945, préambule
- cf. également Köchler, Hans. «The Philosophy and Politics of Dialogue.» Centre for Dialogue Working Paper Series, N° 2010/1. La Trobe University, Melbourne, Australie, 2010
- Sur la base de l'initiative de Khatami, l'ONU a déclaré l'année 2001 (c'était avant les attentats du 11 septembre) «Année internationale du dialogue entre les civilisations».
- Pour de plus amples informations cf. Köchler, Hans. *Religious Identity and Universality of the Mind: Reflections on Co-existence in a Globalized World*. Einführungsvortrag, «All Faiths and None» – Inter-Faith Forum. Trinity College Theological Society, Dublin, Irlande, 19 février 2013
- Nye Jr., Joseph S. *Bound to Lead: The Changing Nature of American Power*. New York: Basic Books, 1990
- cf. également Köchler, Hans. «Unity in Diversity: The Integrative Approach to Intercultural Relations». Dans: *UN Chronicle*, vol. XLIX, n° 3 (2012), p. 7–10
- En ce qui concerne le sport, on pourrait également mentionner ici la «trêve de Noël» (Christmas Truce) légendaire de 1914 sur le front Ouest pendant la Première Guerre mondiale, lorsque des soldats britanniques et allemands jouèrent au football dans le no man's land entre les lignes le jour de Noël. (cf. Dash, Mike. *The Story of the WWI Christmas Truce*. 23 décembre 2011, <https://www.smithsonianmag.com/history/the-story-of-the-wwi-christmas-truce-11972213>), ou la participation de l'équipe nord-coréenne à la coupe du monde de football en 1966 en Grande-Bretagne. Pour de plus amples détails cf. Köchler, Hans. *The Dialogue of Civilizations: Philosophical Basis, Political Dimensions and the Impact of International Sporting Events*. Occasional Papers Series, no 5. Vienne: International Progress Organization, 2002



# L'Iran n'est pas le «principal parrain du terrorisme»

## Mémoire adressé au président des Etats-Unis Donald Trump

par Veteran Intelligence Professionals for Sanity, VIPS

Le fameux groupe d'anciens membres du renseignement étasunien exhorte le président Trump à mettre fin aux fausses déclarations de son gouvernement disant que l'Iran serait le principal Etat à parrainer le terrorisme, alors qu'en réalité ce sont des alliés américains comme l'Arabie saoudite qui en sont nettement plus coupables.

### Résumé et contexte

Nous sommes préoccupés par les récentes déclarations publiques, stridentes et brutales, de membres clés de votre administration qui dépeignent l'Iran en termes très alarmistes. L'Américain moyen, sans connaissance de l'histoire, peut facilement être persuadé que l'Iran représente une menace imminente et qu'il n'y a pas d'autre alternative pour nous qu'un conflit militaire.

Nous trouvons cette histoire inconfortablement familière. Il y a dix ans, l'ancien président George W. Bush envisageait une guerre avec l'Iran lorsque, en novembre 2007, les analystes des services de renseignement ont publié une évaluation officielle du renseignement national (*National Intelligence Estimate, NIE*) démystifiant les idées reçues, à savoir que l'Iran était sur le point de se doter d'une arme nucléaire. La NIE a conclu que l'Iran avait cessé de travailler sur l'arme nucléaire depuis 2003.

Dans ses mémoires intitulées «Decision Points» le président Bush a écrit que les conclusions «à faire sortir les yeux de la tête» des services de renseignement lui avaient forcé la main. Il a ajouté cette question rhétorique: «Comment expliquer l'utilisation de l'armée pour détruire les installations nucléaires d'un pays alors que la communauté du renseignement déclare que celui-ci n'a pas de programme d'armement nucléaire actif?».

Nous pensons que vous faites face à une situation similaire aujourd'hui. Mais au lieu de prétendre faussement que l'Iran possède des armes nucléaires, le nouveau canard pour justifier la guerre avec l'Iran est l'affirmation selon laquelle l'Iran demeure «le principal Etat au monde à parrainer le terrorisme». Cette affirmation est fautive, comme nous vous l'expliquons ci-dessous.

L'un des grands mensonges récurrents et bipartisans que l'on tente de faire avaler au public, avec l'aide enthousiaste de médias particulièrement complaisants, est que l'Iran est le principal commanditaire du terrorisme dans le monde d'aujourd'hui. Dans la récente présentation de Stratégie de sécurité nationale pour 2018 de votre administration, on présente ce pays ainsi:

«L'Iran, premier pays au monde à parrainer le terrorisme, profite de l'instabilité pour étendre son influence par le biais de ses partenaires et de ses mandataires, de la prolifération des armes et du financement. [...] L'Iran continue de perpétuer le cycle de la violence dans la région, causant de graves dommages aux populations civiles.»

Ces sentiments sont répercutés par plusieurs autres pays du Moyen-Orient. Le ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, Adel al-Jubeir, par exemple, a déclaré en octobre 2015 que l'Iran «est le plus gros sponsor du terrorisme dans le monde, et travaille pour déstabiliser la région».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères a, de manière bien calculée, refusé de mentionner que 15 des 19 terroristes qui ont détourné les avions et ont attaqué l'Amérique, le 11 septembre 2001, étaient des Saoudiens, pas des Iraniens. Et, alors que l'Iran a été un promoteur actif du terrorisme il y a deux décennies, il n'est plus actuellement à la pointe du terrorisme mondial. Ironiquement, cette douteuse distinction est maintenant décernée aux accusateurs de l'Iran, l'Arabie saoudite elle-même.

La présentation de l'Iran comme «le leader mondial des pays soutenant le terrorisme» n'est pas étayée par les faits. Même si l'Iran est coupable d'avoir, naguère, utilisé le terrorisme comme outil de politique nationale, l'Iran de 2017 n'est plus l'Iran de 1981. Dans les premiers jours de la République Islamique, des agents spéciaux iraniens perpétuaient régulièrement des attentats à la voiture piégée, des enlèvements et des assassinats de dissidents et de citoyens étasuniens. Ce n'est plus le cas depuis de nombreuses années. Malgré les fréquentes déclarations émises par des fonctionnaires des Etats-Unis, prétendant que l'Iran est engagé dans le terrorisme, nous nous contentons, pour notre part, de noter que les incidents enregistrés chaque année par le *Patterns of Global Terrorism* du Département d'Etat attribue rarement un incident terroriste, directement ou indirectement, à l'Iran.

Les relations de l'Iran avec le Hezbollah ont également évolué radicalement. Dans les premières années de la République islamique, le Hezbollah était souvent un proxy et un sous-traitant pour l'Iran. Mais au cours des 20 dernières années, le Hezbollah est devenu une force politique par et en elle-même. En 2006, dans le Sud-Liban, il a combattu Israël jusqu'à l'arrêter, ce qui a été un moment décisif dans la transformation du Hezbollah en une armée conventionnelle.

Pendant les années suivantes, le Hezbollah, qui fait maintenant partie du gouvernement libanais, s'est également détourné de la violence radicale religieuse, qui est maintenant l'apanage des extrémistes sunnites comme Etat islamique.

### La réponse asymétrique de l'Iran

Quand l'Iran est passé sous la domination de l'Ayatollah, en 1979, son rôle dans des attentats terroristes comme le kidnapping d'otages américains, l'attentat à la bombe contre l'Ambassade des Etats-Unis et une garnison de Marines au Liban, a alimenté une compréhensible animosité à l'égard de l'Iran. Mais les actions de l'Iran n'ont pas été motivées par une haine aveugle ou des points de vue religieux radicaux. Pour l'Iran, le terrorisme était une sorte d'arme contre des ennemis bien plus puissants, principalement les Etats-Unis, qui fournissaient une aide militaire et informationnelle au voisin et ennemi de l'Iran, l'Irak.

Les Iraniens se sont également montrés pragmatiques en entretenant des relations directes avec Israël. Pendant les premiers jours de la révolution iranienne, les Mollahs, à l'opposé de leur dénonciation publique d'Israël, ont bien accueilli un soutien militaire secret de la part des Israéliens. Israël a été tout aussi pragmatique. Les dirigeants israéliens ont ignoré les Mollahs tout en apportant leur soutien pour aider à contrer la menace posée par le président irakien Saddam Hussein. Un cas classique de l'ennemi de mon ennemi est mon ami.

L'image publique de l'Iran comme foyer des terroristes fanatiques a été effacée depuis le mois d'août 1998 et les attentats contre des ambassades étasuniennes en Afrique de l'Est, menés par al-Qaïda et d'autres entités radicales sunnites. La liste des attaques terroristes depuis 2001, liste tenue par le Gouvernement des Etats-Unis, montre une baisse spectaculaire de la violence menée par l'Iran et une flambée parallèle d'actes horribles menés par des radicaux sunnites qui ne sont pas alignés avec l'Iran. La dernière édition du *Global Terrorism Index*, publiée par le Département de la Sécurité intérieure, montre que quatre groupes sont à l'origine de 74% de tous les décès dus au terrorisme en 2015: Boko Haram, al-Qaïda, les Talibans et Etat islamique.

Treize des 14 groupes musulmans activement hostiles aux Etats-Unis, identifiés par la communauté du renseignement étasunienne, sont sunnites, pas chiïtes, et ne sont pas pris en charge par l'Iran:

– Etat Islamique (sunnite)

- Le front al-Nusra (sunnite)
- al-Qaïda (sunnite)
- al-Qaïda au Maghreb (sunnite)
- al-Qaïda dans la péninsule arabique (sunnite)
- Boko Haram (sunnite)
- Al-Shabbab (sunnite)
- Le groupe Khorassan (sunnite)
- Les Frères musulmans (sunnite)
- Le groupe Abu Sayyaf des Philippines (sunnite)
- Les Talibans du Pakistan et d'Afghanistan (sunnites)
- Lashgar i Taiba (sunnite)
- Jemaa Islamiya (sunnite)
- Les Houthis (chiïtes)

La dernière attaque terroriste majeure liée à l'Iran, faisant de nombreuses victimes, s'est déroulée au mois de juillet 2012, un attentat contre un bus de touristes israéliens en Bulgarie. A cette époque l'Iran a abandonné sa récente politique de non-utilisation du terrorisme en repréailles au rôle d'Israël, tel que l'Iran le percevait, à cause de l'assassinat de cinq scientifiques iraniens travaillant sur le programme nucléaire iranien, entre janvier 2010 et janvier 2012 (les données et les noms de ceux qui ont été attaqués sont en annexe).

On peut facilement imaginer l'indignation et la soif de vengeance balayant les Etats-Unis si les Américains pensaient qu'un pays étranger a envoyé des agents spéciaux pour assassiner les ingénieurs et les scientifiques travaillant sur des projets sensibles pour la défense de leur pays.

### Opérations spéciales

L'Iran a été touché par d'autres attaques terroristes, portant cette fois l'empreinte d'un soutien de la part des Etats-Unis. L'auteur Sean Naylor, dans son livre «Relentless Strike» [Frappe permanente], détaille l'historique des opérations effectuées par le *Joint Special Operations Command* (JSOC) étasunien au cours des 30 dernières années, et met en lumière cette inconfortable vérité:

«Des membres du JSOC ont également travaillé avec les Moudjahidin-e-Khalq (MEK) [Moudjahidines du peuple], un groupe militant iranien qui s'est exilé en Irak après être rentré en conflit avec les ayatollahs de Téhéran. Le Département d'Etat avait placé le MEK sur sa liste des organisations terroristes désignées, mais cela n'a pas empêché le JSOC d'adopter une attitude du genre «l'ennemi de mon ennemi est mon ami» envers ce groupe. «C'est un groupe de gens pouvant facilement franchir la frontière, et

Suite page 4

## Il faut fermer Camp Bondsteel!

Les tensions croissantes et les dangers dus aux anciens conflits et aux crises récentes demandent l'unité et la ferme volonté de toutes les forces s'engageant en faveur de la paix, afin de fermer toutes les bases militaires étrangères, notamment les bases des Etats-Unis et de l'OTAN se trouvant dans presque toutes les régions du monde.

Les forces voulant la paix sont obligées de dénoncer de façon claire et nette, l'installation des bases militaires des Etats-Unis et de l'OTAN dans des pays étrangers comme des outils d'hégémonie, d'agression et d'occupation et d'affirmer la nécessité de leur fermeture sans tarder.

La paix et un développement durable incluant tous les peuples, la suppression de la famine et de la pauvreté demandent que les budgets destinés à de telles bases militaires soient accordés au développement, à la formation et à la santé publique. A la fin de la guerre froide, l'humanité toute entière s'attendait à une époque de stabilité, de paix et de justice dans un monde de nations et de peuples égaux en droits. Cet espoir s'est avéré vain.

Au lieu de fermer en Europe les bases américaines et celles de l'OTAN, on a fini par former, en deux décennies, un grand réseau de nouvelles bases américaines en Bulgarie, en Roumanie, en Pologne et aux Pays baltes.



Camp Bondsteel. (photo mad)

Aujourd'hui, il y a davantage de bases militaires américaines que lors de l'apogée de la guerre froide. La paix et la sécurité sont devenues fragiles, la qualité de vie est compromise.

Ce dangereux développement a commencé par l'agression OTAN-US contre la Serbie

(République fédérale de Yougoslavie). A la fin de cette agression, les Etats-Unis ont installé en Kosovo-et-Métochie, la partie occupée du territoire serbe, une base militaire nommée Camp Bondsteel. Il s'agit d'une des bases militaires les plus grandes et les plus onéreuses depuis la fin de la guerre du Vietnam. Cet acte

n'est pas seulement illégal et brutal mais également un acte de mépris de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Serbie ainsi qu'une violation des principes fondamentaux du droit international. Actuellement, vu les confrontations et les enjeux géopolitiques, il existe même le plan d'agrandir ces installations et d'en faire une base permanente pour les troupes américaines afin d'y disposer d'un commandement pour la présence militaire des Etats-Unis en Europe du Sud-Est.

Nous exigeons la fermeture de Camp Bondsteel ainsi que de toutes les autres bases militaires américaines en Europe et dans le monde. Les préparatifs pour de nouvelles confrontations et guerres représentent en outre un gaspillage insensé d'argent, d'énergie et des possibilités humaines de développement.

Le *Forum de Belgrade*, en tant que partie intégrale du Mouvement mondial pour la paix, soutient avec vigueur l'initiative de fermer toutes les bases militaires étrangères dans le monde et d'utiliser les ressources libérées pour le développement des populations en ayant besoin afin de réaliser leur aspiration à une vie meilleure.

*The Belgrade Forum for a World of Equals*  
Belgrade, le 12 janvier 2018

(Traduction *Horizons et débats*)

## «2018 – les raisons de se battre et d'espérer»

par Natacha Polony, France



Natacha Polony  
(photo mad)

La France veut croire que tout est encore possible. Certains imaginent que c'est en combattant les Cassandre qu'on évite la guerre de Troie. D'autres se détournent. D'autres, enfin, tentent de conjurer le naufrage en menant au mieux leur propre navire.

Dans le froid de cette fin décembre, le bilan de l'année qui s'achève est étrangement incertain. Car il faudrait être étonnamment dénué de sens critique pour décréter que les premiers mois de la présidence d'Emmanuel Macron sont, ou miraculeux, ou cataclysmiques.

On pourrait, bien sûr, tout oublier des tensions et des haines, des petites guerres politiques et des combats de nains. Oublier que le mythe de la «cinquième puissance économique mondiale» vient d'être officiellement mis à bas et que les dernières enquêtes internationales, celles menées sur les adultes comme celles qui concernent les enfants, nous dessinent un pays dont les compétences sont en chute libre.

La France veut croire pourtant que tout est encore possible. Certains imaginent qu'un président qui fustige les vigies, les lanceurs d'alerte, va permettre d'inverser la tendance,

et que c'est en combattant les Cassandre qu'on évite la guerre de Troie. D'autres se détournent. D'autres, enfin, tentent de conjurer le naufrage en menant au mieux leur propre navire. Et c'est à eux qu'il convient de rendre hommage. A tous ces Français qui font tenir la France. À tous ces gens ordinaires qui font tout simplement leur devoir.

Certes, des pans entiers de l'industrie française sont en déshérence. Le textile, la maroquinerie, la papeterie, la porcelaine, l'acier... éradiqués par le libre-échange et sa concurrence déloyale. Mais dans chacun de ces domaines, des héros se battent pour continuer ou recommencer à fabriquer en France, en contrant la logique du «low-cost». Et de plus en plus de Français prennent conscience que c'est en choisissant des produits de qualité, «made in France», qu'ils ont une chance de lutter contre le chômage de masse dont seule une renaissance industrielle peut nous sauver, après des années de fantasmes des élites sur la «société de services» et les «entreprises sans usines». Des entrepreneurs se battent, des artisans forment des apprentis, dont certains sont à la fois nourris de conscience professionnelle et soucieux d'excellence.

Certes, il ne reste que 320 000 paysans, dans un état de souffrance avancée. Mais là encore, certains recréent des filières courtes, s'affranchissent de la grande distribution, inventent de nouvelles manières de valoriser leurs produits. Surtout, une loi est toujours en vigueur: la loi d'agro-éco-

logie, seule véritable pépite dans le bilan consternant du précédent quinquennat. Une loi qui aide les paysans à travailler sur des méthodes mariant écologie et rentabilité, des méthodes qui sont la seule bonne solution pour se passer de ce glyphosate dont la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) prétend qu'on ne lui trouve pas de substitut.

Certes, les Etats généraux de l'alimentation ne sont qu'une pantalonnade dont Nicolas Hulot [ministre de la Transition écologique et solidaire] lui-même a refusé de cautionner les conclusions, faites de poncifs et de faux semblants. Mais le fait même qu'il existe des Etats généraux de l'alimentation prouve que la prise de conscience s'est faite, et que, désormais, nul, parmi les politiques, ne pourra faire semblant d'ignorer que ce dont les Français se nourrissent détermine leur santé – dans un monde où l'imposition du modèle alimentaire américain a fait exploser le diabète et l'obésité sur notre planète –, la survie de leurs paysans, la qualité de leurs sols et la perpétuation d'une nature dont 80% des insectes ont déjà disparu.

Certes, l'école française échoue à enseigner le déchiffrement et la compréhension de textes simples à des enfants, même de milieu favorisé. Elle a rompu avec l'excellence mathématique qui formait les capacités de raisonnement de ses enfants et préparait les futurs ingénieurs et mathématiciens qui ont fait sa renommée.

Mais le nouveau ministre de l'Education nationale [Jean-Michel Blanquer] a ébranlé, pour la première fois depuis trente ans, la forteresse érigée Rue de Grenelle [siège du Ministère] par ces Diafoirus persuadés de leur droit à utiliser les enfants pour cobayes.

C'est de là que viendra la renaissance. C'est là que se nichent les forces vives qui font de ce pays ce qu'il est, malgré des décennies de crise morale et d'errance des élites, obnubilées par le nettoyage des vieux reste de spécificités françaises et l'adaptation au modèle néolibéral.

Ceux qui décident de ne pas s'extasier devant les quelques annonces mirobolantes vendues par les armées de communicants du pouvoir ne sont pas forcément des esprits chagrins. Refuser le discours naïeux sur la «start-up nation» et les tours de prestidigitateur chargés de faire passer les échecs, renégocier de la directive travailleurs détachés, glyphosate, lutte contre les paradis fiscaux en Union européenne, pour de formidables victoires, ce n'est pas se complaire dans les passions tristes. Ce non est un oui.

Un immense oui à tous ces Français qui, modestement, font perdurer une industrie, une agriculture, un artisanat, des savoir-faire, à tous ces professeurs qui réfléchissent à des méthodes efficaces, à tous ces jeunes gens prêts à se dépasser. La modeste armée des combattants pour la France.

Source: © Natacha Polony, «Le Figaro» du 29/12/17

### «L'Iran n'est pas le ...»

suite de la page 3

qui sont prêts à nous aider quand nous voulons toucher l'Iran», a déclaré un officier des opérations spéciales.»

Le MEK a été classé groupe terroriste, jusqu'à ce que les Etats-Unis aient décidé que tant que le MEK permettrait de tuer des Iraniens plutôt que des Américains, ce ne serait plus un groupe terroriste. Le parcours terroriste du MEK est tout à fait visible. Parmi plus d'une douzaine d'exemples au cours des quatre dernières décennies, en voici quatre bien caractéristiques:

- Durant les années 1970, le MEK a tué du personnel militaire et des civils étasuniens travaillant sur des projets de défense à Téhéran, et a soutenu la prise de contrôle de l'Ambassade des Etats-Unis à Téhéran en 1979.
- En 1981, le MEK a fait exploser des bombes au siège social du Parti de la République islamique et au bureau du Premier ministre, tuant près de 70 hauts responsables iraniens, y compris le Président, le Premier ministre et le ministre de la Justice iraniens.
- En avril 1992, le MEK a mené des attaques quasi simultanées contre des ambassades et des installations iraniennes dans 13 pays, démontrant la capacité du groupe à monter des opérations de grande envergure à l'étranger.
- En avril 1999, le MEK, a visé des officiers de l'armée et assassiné le chef adjoint de l'Etat-major général des Forces armées iraniennes.

En dépit de cet historique, un défilé de dirigeants politiques et militaires bipartisans ont fait du lobbying pour le compte de MEK et ont été bien rémunérés pour cela.

### Une mauvaise stratégie

En un ironique retour de bâton, la guerre étasunienne de 2003 contre l'Irak a joué un rôle essentiel dans la résurgence de l'Iran en tant que puissance régionale. Saddam Hussein a été remplacé par des chiites qui avaient trouvé refuge en Iran depuis de nombreuses années et les institutions baasistes, y compris l'Armée, ont été prises en charge par des Irakiens ayant des accointances avec Téhéran.

L'Iran est sorti vainqueur en Irak et, avec l'accord sur le nucléaire de 2015, les relations commerciales ou autres de l'Iran se sont améliorées avec des alliés importants de l'OTAN et d'autres grands acteurs de la scène mondiale, la Russie et la Chine en particulier.

Les discours officiels sur les importants sujets de sécurité nationale doivent être fondés sur des faits. L'utilisation d'hyperboles pour décrire des activités terroristes iraniennes peut être contre-productif. Pour cette raison, nous attirons l'attention sur la récente déclaration de l'ambassadrice Nikki Haley prétendant qu'il est difficile de trouver un «groupe terroriste au Moyen-Orient qui n'est pas recouvert partout d'empreintes digitales de l'Iran». La vérité est tout autre. La majorité des groupes terroristes de la région ne sont ni des créatures, ni des marionnettes de l'Iran. Etat islamique, al-Qaïda et al-Nusra en sont trois des plus réputés qui viennent à l'esprit.

Vous vous êtes présenté comme quelqu'un qui est prêt à dire les vérités, même difficiles, face à la pression de l'establishment et à ne pas accepter le statu quo. Pendant la campagne, vous avez parlé de l'invasion de l'Irak comme d'une erreur historique de proportions épiques. Vous avez aussi correctement capté l'humeur de beaucoup d'Américains fatigués de cette guerre constante contre des terres lointaines. Pourtant, le torrent de mises en garde de Washington à propos de soi-disant dangers posés par l'Iran et de la nécessité de se confronter à lui sont largement perçus comme des étapes vers le non respect de votre promesse de ne pas être entraînés dans de nouvelles guerres.

Nous vous encourageons à réfléchir sur la mise en garde que nous avons présentée au Président George W. Bush, il y a près de 15 ans, à un tournant historique similaire:

«Après avoir observé le Secrétaire d'Etat Powell aujourd'hui, nous sommes convaincus que vous seriez bien mieux servi en élargissant la discussion [...] au-delà du cercle de ces conseillers clairement obsédés par une guerre pour laquelle nous ne voyons aucune raison impérieuse et dont nous prévoyons que les conséquences mal calculées sont susceptibles d'être catastrophiques.»

\*\*\*

Liste de scientifiques iraniens assassinés en Iran:

- 12 janvier 2010: Masoud Alimohammadi, physicien iranien: tué par un attentat à la voiture piégée. L'auteur aurait avoué avoir été recruté par les services de renseignement israéliens pour mener à bien l'assassinat.
- 29 novembre 2010: Majid Shahriari, nucléaire iranien: tué par un attentat à la voiture piégée. Selon les médias allemands, Israël en a été le promoteur.
- 29 novembre 2010: tentative d'assassinat contre Fereydoon Abbasi, scientifique nucléaire iranien: blessé par l'explosion d'une voiture piégée.

- 23 juillet 2011: Darioush Rezaeinejad, ingénieur électricien iranien: tué par des inconnus armés à moto. Spécialiste des interrupteurs à haute tension, une composante clé des ogives nucléaires. Assassiné par les services de renseignement israéliens, selon la presse allemande.
- 11 janvier 2012: Mostafa Ahmadi-Roshan, scientifique nucléaire iranien: tué à l'usine d'enrichissement d'uranium de Natanz par une bombe magnétique de même type que celle utilisée dans les précédents assassinats de scientifiques iraniens.

Signataires:  
Richard Beske, CIA, Operations Officer (ret)  
William Binney, former NSA Technical Director for World Geopolitical & Military Analysis; Co-founder of NSA's Signals Intelligence Automation Research Center  
Marshall Carter-Tripp, Foreign Service Officer (ret.) and Division Director, State Department Bureau of Intelligence and Research  
Bogdan Dzakovic, Former Team Leader of Federal Air Marshals and Red Team, FAA Security, (ret.) (associate VIPS)  
Philip Giraldi, CIA, Operations Officer (ret.)

Larry C. Johnson, former CIA and State Department Counter Terrorism officer  
Michael S. Kearns, Captain, USAF (Ret.); ex-Master SERE Instructor for Strategic Reconnaissance Operations (NSA/DIA) and Special Mission Units (JSOC)

John Kiriakou, Former CIA Counterterrorism Officer and former senior investigator, Senate Foreign Relations Committee  
Karen Kwiatkowski, former Lt. Col., US Air Force (ret.), at Office of Secretary of Defense watching the manufacture of lies on Iraq, 2001–2003

Edward Loomis, NSA, Cryptologic Computer Scientist (ret.)  
David MacMichael, National Intelligence Council (ret.)

Ray McGovern, former US Army infantry/intelligence officer & CIA analyst (ret.)  
Elizabeth Murray, Deputy National Intelligence Officer for Near East, CIA and National Intelligence Council (ret.)

Torin Nelson, former Intelligence Officer/Interrogator (GG-12) HQ, Department of the Army

Todd E. Pierce, MAJ, US Army Judge Advocate (ret.)

Coleen Rowley, FBI Special Agent and former Minneapolis Division Legal Counsel (ret.)

Greg Thielmann, Former director of the Strategic, Proliferation, and Military Affairs Office of the State Department's intelligence bureau (INR) and former senior staffer on the Senate Intelligence Committee

Kirk Wiebe, former Senior Analyst, SIGINT Automation Research Center, NSA

Lawrence Wilkerson, Colonel (USA, ret.), Distinguished Visiting Professor, College of William and Mary (associate VIPS)

Sarah G. Wilton, CDR, USNR, (Retired)/DIA, (Retired)

Robert Wing, former Foreign Service Officer (associate VIPS)

Ann Wright, Col., US Army (ret.); Foreign Service Officer (who resigned in opposition to the war on Iraq)

Source: Version originale en anglais Consortium News du 21/12/17 (<https://consortiumnews.com/2017/12/21/intel-vets-tell-trump-iran-is-not-top-terror-sponsor/>)

(Traduit par Wayan, relu par Cat pour «le Saker Francophone»)

## Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,

l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale, CH-8000 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch  
www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH640900000877484856  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros

ISSN 1662 – 4599

© 2018 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



# Modèle suisse ou bureaucratie européenne?

## La directive de l'UE sur les armes est contraire à la liberté du citoyen

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

Lors des sessions de printemps (Conseil national) et d'automne 2017 (Conseil des Etats), les Chambres fédérales ont délibéré sur la directive de l'UE sur les armes. Cette dernière a été renforcée sous le prétexte de «mieux lutter contre le terrorisme» (cf. «Les traditions suisses ne doivent pas être envahies par le droit de l'UE», *Horizons et débats* n° 24 du 2/10/17). Du 29 septembre 2017 au 5 janvier 2018, dans le cadre d'une phase de consultation, les cantons et les partis politiques, les associations et les citoyens intéressés ont pu s'exprimer par écrit au sujet de la mise en œuvre de la directive de l'UE sur les armes dans le droit suisse (le soi-disant «développement de l'acquis de Schengen»)<sup>1</sup>.

Même pour ceux n'ayant aucune connaissance dans le domaine des armes, une chose s'avère évidente en lisant les modifications prévues de la loi sur les armes: on exige des citoyens suisses l'acceptation d'un droit étranger mettant sérieusement en question leur compréhension du droit, de la liberté et du rapport de confiance de l'Etat envers eux. Suite à l'opposition de divers pays membres de l'UE, la Commission européenne a bel et bien fait marche arrière, mais pas suffisamment. Donc les réponses à la consultation des organisations suisses concernées ne sont guère enthousiastes (cf. encadré ci-dessous).

La Suisse a désormais le temps jusqu'au 31 mai 2019 pour adapter sa loi sur les armes selon la directive de l'UE. Nous avons encore le déroulement parlementaire et la démocratie directe dans le domaine de la législation. Cependant, n'oublions pas ceci dans ce cas et dans toute future «reprise autonome du droit»: suite à un accord-cadre institutionnel, l'ensemble du processus législatif suisse, y compris le référendum facultatif et donc la discussion entre les citoyens dans le pays tout entier serait supprimée. En revanche, tout «développement de la législation européenne» entrerait direct en vigueur en Suisse et cela signifierait la fin de la démocratie directe en Suisse.

Restriction du tir traditionnel, de la chasse, de la liberté du citoyen: la plupart des politiciens – à l'exception de ceux préférant adhé-

rer immédiatement à l'UE – ne veulent pas vraiment cela. Toutefois, certains politiciens et médias se comportent une fois de plus devant la centrale bruxelloise comme des vasaux soumis à un suzerain.

### Restriction de la liberté contre la volonté du peuple et beaucoup de travail pour les administrations cantonales

La directive européenne entraînerait une énorme complication du droit suisse en vigueur et des procédures administratives... Ce sont de longues listes d'«armes, d'éléments essentiels d'armes et des accessoires d'armes», dont l'achat, la vente, l'importation et possession devraient être interdites à l'avenir en Suisse. (Loi sur les armes, art. 5)<sup>2</sup> Toutefois, les activités des associations de tir et le «tir de chasse» sont en principe autorisés. Puis, suivent des longues listes d'éventuelles autorisations exceptionnelles pour les tireurs sportifs, les collectionneurs, des musées (art. 28b–e) que les cantons «peuvent accorder» (art. 5 al. 6). «Des raisons méritoires» pour une autorisation exceptionnelle sont entre autres la «légitime défense nationale» (art. 28c al. 2d) – c'est bien gentil de la part des dirigeants de l'UE! L'idée est que les soldats suisses peuvent continuer à emporter leur arme personnelle à la maison et, sous certaines conditions, la garder également après la fin de leur obligation militaire, comme c'est la coutume dans notre armée de milice. Le peuple souverain a clairement confirmé cela le 13 février 2011: 56,3% des électeurs et 20 de 26 cantons se sont opposés à l'initiative fédérale «Pour la protection face à la violence des armes».

### L'exclusion de Schengen est-elle une catastrophe?

«Le système d'information de Schengen est essentiel pour nos organes de sécurité dans la lutte contre le terrorisme, une exclusion serait une catastrophe», a déclaré la conseillère nationale *Ida Glanzmann*, PDC («*Neue Zürcher Zeitung*» du 1/5/18). En réalité, la Suisse a toujours eu des traités de coopération policière avec les Etats limitrophes. Avant l'intégration de notre pays dans l'Accord de Schengen, nous pouvions surveiller

nous-mêmes nos frontières nationales (ce que différents Etats membres de l'UE ont recommencé depuis le flux migratoire de 2014, malgré Schengen...). Il est incertain que les dirigeants de l'UE veuillent réellement exclure la Suisse de l'accord, car notre pays apporte sa contribution pour surveiller les frontières extérieures de l'espace de Schengen. Et au cas où ils le feraient tout de même, n'oublions pas à quel point l'effervescence dans les universités suisses est vite retombée, lorsque l'UE nous a exclus – en violant le droit international – du programme d'échange *Erasmus+*. Car, après le premier choc, il s'est avéré que l'expulsion ne portait préjudice ni aux étudiants ni au trésor fédéral – tout au contraire.<sup>3</sup> Aujourd'hui, c'est le Conseil fédéral qui reporte l'association renouvelée de la Suisse au programme *Erasmus+*. Il n'est pas exclu que cela se passerait de manière similaire pour Schengen.

Les réactions des associations importantes à la consultation sur le renforcement du droit suisse à la suite de la directive de l'UE sur les armes illustre leur scepticisme face à l'idée qu'elle puisse servir à la lutte contre le terrorisme. En outre, les gouvernements cherchant à protéger leurs populations contre les attaques terroristes devraient sérieusement envisager de ne plus participer à des guerres illégales contre des peuples ne leur ayant fait aucun mal. •

<sup>1</sup> Département fédéral de justice et police (DFJP). Consultation sur l'avant-projet de l'arrêté fédéral sur l'approbation et la mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive européenne sur les armes 91/477/CEE (Développement de l'acquis de Schengen).

<sup>2</sup> Projet du Conseil fédéral visant à modifier la loi fédérale sur les armes, d'accessoires d'armes et de munitions (Loi sur les armes, LArm) du 20/6/1997

<sup>3</sup> cf. «Examinez d'abord votre contractant à la loupe!» in *Horizons et débats* n° 1 du 12/1/15

### Le PDC et le PS sont en faveur d'une rapide réalisation de l'accord-cadre

*mw.* Avançons donc avec cet Accord-cadre institutionnel! Le président du PS suisse *Christian Levrat* et la spécialiste des affaires étrangères du PDC *Elisabeth Schneider-Schneiter* annoncent le calendrier désiré par les dirigeants de leurs partis: la votation populaire concernant les dites *Bilatérales III*, y compris un accord-cadre, aura lieu avant les élections fédérales (d'octobre 2019). Cela revient à dire que les débats parlementaires et les votes finaux aux Chambres fédérales doivent avoir lieu avant fin 2018. Ensuite, il y aura les 100 jours du délai référendaire pour la récolte du nombre de signatures nécessaires, suivie par la votation populaire probablement en mai 2019. *Petra Gössi*, présidente du PLR, par contre, ne veut pas subir la pression de l'UE et met en garde contre les risques des «solutions globales» (après les projets n'ayant pas obtenu le sou-

tien des électeurs, telles la Réforme de l'imposition des sociétés III et la Révision de la prévoyance vieillesse). Le président de l'UDC et son parti combattront cet accord-cadre de façon catégorique – si cela se situe à la veille des élections, la lutte se fera avec d'autant plus d'énergie! («*Neue Zürcher Zeitung*» du 6/1/18)

Si l'on parle déjà d'un calendrier, le moment est venu – notamment dans notre système suisse de démocratie directe – d'informer très concrètement la population sur la manière dont la reprise automatique du droit européen et la mise en place de l'arbitrage lors de litiges pourrait avoir lieu.

Car en analysant les exemples actuels, telle la réalisation des directives de l'UE sur les armes, on peut – même sans connaître le projet de l'accord-cadre – de mieux en mieux s'imaginer l'avenir: en réalité, il en va de la survie du modèle suisse.

Courrier  des lecteurs

## C'est officiel: la Suisse n'a plus de défense nationale!

Le 5 janvier 2018, le commandant de corps *Aldo C. Schellenberg* a fédéré ses collaborateurs autour de la mission du nouveau commandement des Opérations. «Ce commandement planifie et dirige l'ensemble des opérations et des engagements de l'armée», dont «la planification, la conduite et l'évaluation des opérations et des engagements en Suisse et à l'étranger» (Source: DDPS).

C'est la confirmation officielle: la Suisse n'a plus d'armée pour mener une guerre pour la défense du pays. Elle ne saura mener plus que des «opérations». Les opérations sont par définition, du point de vue des moyens engagés, de l'ampleur géographique et de la durée temporelle des actions militaires limitées. Elles ne sont ni guerre pour sauver le pays, ni une bataille d'envergure. (Qu'on ne me dis pas que les guerres futures ne se feront plus que par des cyber-attaques et des petits groupes de spécialistes [«petits hommes verts»].) Le grand nombre de blindés et d'autres armements lourds de toutes les puissances militaires importantes, dont la 1<sup>re</sup> Armée blindée de la Garde russe à nouveau prête à l'engagement depuis 2 ans, n'a pas été développées pour constituer un musée en plein air pour les négationnistes de la réalité d'une guerre future. Voici deux définitions du terme «opération» tirées de lexiques français: *Petit Larousse illustré*: «Ensemble des combats et des manœuvres exécutés dans une région en vue d'atteindre un objectif précis.» *www.cnrtl.fr/definition/opération*: «Action ou série d'actions organisées en vue d'atteindre un but donné, d'obtenir un résultat déterminé.»

Avec uniquement 6 bataillons de combats et 4 groupes d'artillerie, notre armée continuellement réduite ne peut, en réalité, réaliser qu'un petit nombre d'opérations – et

cela uniquement si la Suisse dispose à nouveau de Forces aériennes et d'une *Défense contre avions* (DCA) crédibles. On pourrait imaginer des opérations, au cas où quelques formations d'un attaquant venant de l'Est traverseraient par erreur la frontière dans la vallée du Rhin ou si un régiment d'une division aéroportée américaine atterrissait dans le Grand Marais (canton de Berne). Davantage n'est pas possible. Dans les deux cas, il faudrait que 6 bataillons de combats se rendent très rapidement sur place, que l'artillerie se trouve dans les parages et que les forces aériennes et la DCA soient prêtes pour empêcher que l'élimination des troupes suisses par des attaques aériennes. Selon les informations du Conseil fédéral sur le DEVA (Développement de l'armée), les 17 bataillons d'infanterie faisant encore partie de l'armée ne possèdent qu'une *capacité de défense réduite*.

Ils ne possèdent ni armes antichars, ni moyens de DCA, ni des armes lourdes, n'entrant donc pas même en ligne de compte pour des opérations. Leurs soldats sont de la chair à canon.

Dans le cadre de l'adhésion rampante à l'OTAN, on prévoit d'engager des troupes suisses également à l'étranger. C'est pourquoi le Conseil fédéral a fait entrer la Suisse dans le PpP (Partenariat pour la Paix) et la plateforme d'interopérabilité de l'OTAN. (La «*Global Times*» du 26/2/13 [quotidien du PC, édité à Beijing] a précisé au sujet du PpP: «Pour élargir sa zone d'action, l'OTAN a créé de nouveaux mécanismes, tel le Partenariat pour la Paix (PpP) [...] L'OTAN, en tant qu'instrument de la politique globale des

### «Lutte contre le terrorisme», prétexte pour le durcissement de la législation sur les armes?

(Extraits des réponses de la consultation d'associations importantes)

Fédération sportive suisse de tir SSV, 13/12/17:

«Autant la directive sur les armes de l'UE que celle du projet de loi du Conseil fédéral passent à côté du but visé. La directive sur les armes de l'UE a été élaborée suite aux attaques terroristes notamment à Bruxelles et Paris avec l'intention d'empêcher toute autre attaque à l'avenir. Ce but ne saurait être atteint à l'aide de ce projet loi.

La pseudo-solution se trouvant sur la table punit principalement le possesseur d'armes légales mais ne contient, par exemple, aucune mesure contre le dangereux commerce d'armes illégales. [...] Nous avons déjà une excellente loi sur les armes très précise contre l'abus d'armes illégales. Des règles plus rigoureuses sont tout simplement excessives et interviennent uniquement sur pression de l'UE.»

Société suisse des officiers SSO, 21/12/17: «La proposition du Conseil fédéral concernant la mise en œuvre de la directive sur les armes de l'UE dans la législation suisse, porte préjudice aux détenteurs d'armes légales mais pas au dangereux commerce d'armes illégales. La SSO soutient une législation libérale sur les armes. A son avis, il serait judicieux que le Conseil fédéral accepte la directive sur les armes de l'UE mais tout en précisant que les lois suisses actuelles sont suffisantes.»

Association suisse des sous-officiers ASSO, 29/12/17:

L'objectif recherché de la lutte contre le terrorisme n'est certainement pas atteint,

toutefois on érige des obstacles bureaucratiques inutiles pour les détenteurs d'armes licites. [...] On risque ainsi, de manière infondée et arbitraire, de susciter la méfiance à l'encontre de citoyennes et citoyens de bonne foi ainsi que d'anciens soldats de milice (détenteurs d'armes sans conditions et sans réserves). Ce ne sera qu'après avoir prouvé le contraire que les citoyens ou citoyennes obtiendront une autorisation temporaire assortie de conditions. Ce changement de paradigme toucherait la Suisse lourdement, car l'Etat remplacerait ainsi, de manière totalement infondée, une culture de la confiance en une culture de la méfiance – ce que la Suisse n'a jamais accomplie au cours de son histoire.»

Société Pro Tell pour une législation libérale sur les armes, 21/12/17:

«Sans contribuer à l'amélioration de la sécurité publique, les dispositions prévues dans la directive (EU) 2017/853 (développement de l'acquis de Schengen) traitent des centaines de milliers de détenteurs d'armes légales et de citoyens honnêtes et respectueux des lois comme autant de criminels potentiels.

Pro Tell rejette clairement ce projet de révision de la *Loi sur les armes* (LArm) et prie le Conseil fédéral de communiquer à l'UE la non application de la directive (UE) 2017/853 par la Confédération. Il ne fait aucun doute que les dispositions du droit suisse actuel permettent de garantir la sécurité publique, il n'y a aucune raison de bafouer des droits ancestraux ni de restreindre nos traditions de liberté.»

# Autriche: ce que veut le nouveau gouvernement

par Klaus Faissner, rédacteur en chef du mensuel «alles roger?»



Klaus Faissner  
(photo mad)

Le gouvernement sous Sebastian Kurz et Heinz-Christian Strache a prêté serment. Le programme gouvernemental tient ses promesses électorales quant à l'immigration et la protection des frontières, ce que les électeurs attendent de lui. Dans d'autres

domaines, telles l'UE ou la démocratie directe, de nombreux électeurs notamment de la FPÖ [Parti de la liberté d'Autriche] sont déçus. Un aperçu et une analyse.

Sur le thème de l'immigration, la coalition promet dans le programme gouvernemental en grande partie ce que les électeurs de la ÖVP [Parti populaire autrichien] et de la FPÖ attendent d'eux: que «l'immigration illégale dans notre pays soit stoppée et que la migration de personnes qualifiées s'oriente selon les besoins de l'Autriche». Les personnes ayant le droit d'asile, doivent être «protégées pour la durée de leur poursuite» – donc un droit d'asile limité dans le temps, comme cela est fixé dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. En outre, on a promis 2100 policiers supplémentaires et «le sondage et la mise en pratique de toutes les possibilités de mesures de protection des frontières nationales, aussi longtemps que la protection de la frontière extérieure de l'UE n'est pas garantie».

Pour la première fois, un gouvernement désigne quelles sont les tendances réellement dangereuses pour l'Autriche: «Comme déjà ces dernières années, la plus grande menace pour la sécurité intérieure de l'Autriche est en première ligne l'extrémisme islamique.» Alors qu'en 2013 le programme du gouvernement de la SPÖ-ÖVP [SPÖ=Parti social-démocrate d'Autriche] contenait comme seul danger le radicalisme de droite, il est écrit, cette année: «L'islam politique pouvant mener à la radicalisation, à l'antisémitisme, à la violence et au terrorisme n'a pas de place dans notre société.»

## Une politique d'asile conséquente

Tout un catalogue montre, comment l'abus d'asile peut être évité et comment les conditions-cadres pour des procédures d'asile rapides peuvent être créées. Deux points ont attiré une attention spéciale:

- analyse ou récupération des données de portables et d'autres moyens électroniques de communication (par exemple: médias sociaux) pour retrouver l'itinéraire de voyage en cas d'identité douteuse;

## «C'est officiel: la Suisse ...»

suite de la page 5

Etats-Unis jouera un rôle important pendant de longues années [...].»

Dans le cadre de la plateforme de l'interopérabilité, on s'entraîne pour des combats communs, bien que le Conseil fédéral ait souligné qu'il ne s'agissait que de discussions. Dans son communiqué concernant le colloque du 5 septembre 2014 à l'occasion de la création de la plateforme de l'interopérabilité, auquel a participé la Suisse, l'OTAN a déclaré: «A présent, nous allons, ensemble, axer nos efforts sur notre préparation et notre entraînement. C'est pourquoi nous avons adopté une initiative globale pour l'interopérabilité avec les partenaires, qui vise à renforcer notre capacité à relever ensemble les défis de sécurité. Ici, au pays de Galles, nos ministres de la Défense ont lancé la plateforme d'interopérabilité, lors d'une réunion avec 24 partenaires [dont la Suisse, ndla.] ayant fait la preuve de leur engagement à renforcer leur interopérabilité avec l'OTAN.» Le 22 juin 2016 eut lieu un autre colloque. Le communiqué précise: «L'interopérabilité est la capacité d'agir conjointement en utilisant des normes, des doctrines, des procédures et des équipements fonctionnant ensemble. Cela est décisif pour les activités communes au sein d'une alliance composée de pays les plus divers avec des forces de défense nationales. Cela est tout aussi important pour

- confiscation d'argent liquide lors d'une demande d'asile pour couvrir les frais de base.

Le Danemark a installé un système semblable et a ainsi fortement réduit son attractivité pour les demandeurs d'asile – en 2017, il n'y en a plus eu qu'environ 3000, l'Autriche environ dix fois plus.

Dans le programme gouvernemental, la liste des mesures planifiées pour une politique d'immigration et d'asile raisonnable dans le sens de la majorité des Autrichiens est longue. En voici quelques points importants:

- Uniquement des soutiens en nature pour les soins de base des demandeurs d'asile, pas de logement individuel,
- réduction de l'allocation financière pour les demandeurs d'asile légitimes, et les bénéficiaires de la protection subsidiaire à 365 euros ainsi que 155 euros de bonus d'intégration,
- pas d'autres mesures renforçant le séjour jusqu'à la fin de la procédure d'asile,
- réduction des délais de recours administratif lors de procédures accélérées,
- constat négatif de l'identité, quand un constat positif n'est pas possible,
- rapatriement conséquent des demandeurs d'asile refusés,
- en Autriche, le droit à un revenu minimal adapté aux besoins exige qu'une personne ait vécu, au cours des six dernières années, au moins cinq ans légalement en Autriche,
- dans le regroupement familial les mariages d'enfants, les mariages forcés et la polygamie ne sont pas reconnus,
- délit administratif lors de la reconnaissance abusive d'une paternité en vue de l'obtention d'un droit de séjour,
- objectif: placer les personnes sauvées en mer dans des centres à l'extérieur de l'UE.

## Interrogation concernant l'établissement de demandeurs d'asile

La coalition annonce vouloir mieux contrôler les flux d'argent public à des *Organisations non gouvernementales* (ONG) dans le domaine de l'immigration, d'améliorer l'intégration, de récrire à neuf tout le droit d'asile et des étrangers, et de strictement refuser l'adhésion de la Turquie à l'UE. Bon nombre d'Autrichiens espèrent que le revirement concernant l'immigration incontrôlée vient encore juste à temps, pour épargner au pays encore davantage de criminalité et de zones «no go» dangereuses ainsi que de situations de troubles civils. C'est au ministre de l'Intérieur *Herbert Kickl* de garantir cela.

Cependant, bien caché, il y a un point suite auquel des milliers de demandeurs d'asile pourrait venir en Autriche. – C'est le magazine «alles roger?» [tout est clair?] qui a déjà

collaborer avec des partenaires voulant assister l'OTAN dans l'accomplissement de ses objectifs tactiques, opérationnels et stratégiques. Une grande partie de la coopération quotidienne au sein de l'OTAN – y compris celle avec les partenaires – est focalisée sur ces capacités communes.»

Pour compléter ce tableau et pour illustrer la manipulation avancée envers l'opinion publique dans notre pays, on peut encore préciser qu'a eu lieu à Zurich les 16 et 17 février 2016 une grande réunion de l'OTAN sur invitation de la Suisse. Y ont participé une centaine de hauts gradés du commandement de l'OTAN, de tous les Etats membres et des sous-organisations (PpP etc.). Cette conférence internationale n'a été annoncée par le DDPS (*Département fédéral de la défense, de la protection de la population et du sport*) que le jour même et aucun grand média suisse («*Neue Zürcher Zeitung*» etc.) n'en a parlé, très probablement à la demande du DDPS. Ainsi, la Suisse a pratiquement adhéré au camp dirigé par les Etats-Unis s'étant depuis la Seconde Guerre mondiale immiscé par tous les moyens, y compris les guerres d'agression, dans un grand nombre de pays. En contrepartie, on supprime la défense nationale constitutionnelle.

*Le Conseil fédéral et tous les politiciens n'ayant pas tenté d'empêcher cela doivent en assumer la responsabilité envers notre peuple.*

Gotthard Frick, Bottmigen

plusieurs fois mis le doigt dessus: «Pour des groupes particulièrement vulnérables», c'est-à-dire des groupes «en danger», le gouvernement doit «prévoir un contingent autrichien de réinstallation» dit-on. Réinstallation comprend l'établissement en Autriche de demandeurs d'asile, arrivant souvent directement par avion de leur pays d'origine. *Sebastian Kurz* a cité dans une interview de 2016 avec l'ORF le chiffre de 10000 à 15000 par an – ce qui signifie, quand on compte le regroupement familial et sa propre descendance, des centaines de milliers de personnes de cultures étrangères en dix ans en Autriche.

## Critique au sujet du manque de démocratie directe et de la CETA

Une grande critique est venue surtout des militants de la FPÖ à cause de la violation d'une promesse électorale centrale: l'introduction de la démocratie directe selon l'exemple de la Suisse. Le programme gouvernemental définit que les initiatives populaires ne pourront aboutir à une votation populaire qu'en 2022, c'est-à-dire au plus tôt à la fin de la législature. 900000 voix seraient nécessaires – de toutes les 39 initiatives populaires seulement 3 ont passé cet obstacle extrêmement élevé. Il est intéressant de souligner que le nombre de 900000 est non seulement beaucoup plus élevé que les 260000 signatures prévues par la FPÖ dans le programme électoral, mais aussi clairement au-dessus des 650000 signatures promises par la ÖVP. Les thèmes qui contredisent le droit de l'UE, ne peuvent pas être votés par le peuple, selon le nouveau gouvernement. L'appartenance à l'UE est encore un tabou.

L'ancien rédacteur en chef du quotidien «*Die Presse*» et l'éditorialiste *Andreas Unterberger* du journal «alles roger?» a expliqué sur son blog: «La plus grande frustration est sans doute l'enterrement de première classe de la démocratie directe qui a été promises par les deux (!) «partis.» L'annonce de la coalition de laisser voter les citoyens au plus tôt en 2022, est «la mort à peine camouflée du grand projet». *L'Initiative Heimat und Umwelt* [IHU=initiative patrie et environnement] ayant soutenu la FPÖ lors des élections au Conseil national à cause de son soutien à la démocratie directe, s'est exprimée d'une manière similairement tranchante. Le nouveau gouvernement, est-il dit, voudrait «dégrader l'Autriche au niveau d'une colonie de l'UE sans droits». Selon la présidente de l'IHU *Inge Rauscher*, le nouveau gouvernement s'est «dès le début» fait «prendre en otage par l'UE dirigée de manière ploutocratique» et ne pourrait donc «pas servir le peuple autrichien». Le soutien de la FPÖ, ayant duré une année et demie, est maintenant terminé.

## M. Van der Bellen joue sur le pouvoir

La FPÖ a dû subir des critiques après issues de ses propres rangs, quand le parti approuva l'accord de libre-échange CETA entre l'UE et le Canada. Jusqu'à récemment, *Heinz-Christian Strache* et *Norbert Hofer* avaient demandé une votation populaire à ce sujet, parce que le CETA mettrait en danger l'économie des petites et moyennes entreprises, dont les exploitations agricoles. De surcroît, le gouvernement fédéral n'adopte que verbalement la neutralité perpétuelle, mais dans les faits, il la réduit à néant en annonçant davantage de missions à l'étranger de l'Armée, et en entérinant l'adhésion de l'Autriche à l'Union militaire de l'EU (PESCO).

Concernant le CETA et la démocratie directe, ce n'était pas que l'ÖVP qui freinait, mais davantage encore le président de la République *Alexander Van der Bellen*. Le 18 décembre, à l'occasion de l'assermentation du nouveau gouvernement, il a parlé d'un «consensus disant que la préparation et mise en pratique soigneuse de la démocratie directe est aussi importante que la priorité des importants sujets d'avenir, comme la numérisation et la protection du climat». En d'autres termes: le peuple est trop bête pour décider de son destin dans des votations populaires. Selon Van der Bellen, tous seraient du même avis. Le FPÖ se trouvait probablement devant le choix de renoncer soit à la participation au gouvernement, soit à la démocratie directe. Mais pour rester crédible, le gouvernement devra oser

entrer en conflits avec M. Van der Bellen et avec Bruxelles, en particulier dans le domaine du contrôle des frontières. Car selon le droit de l'UE, les contrôles des frontières ne sont autorisés qu'en situations d'exception.

## Déblocage concernant la Russie, l'argent liquide et le glyphosate

Hormis la critique concernant les points primordiaux, telles la démocratie directe et la neutralité, le programme ÖVP-FPÖ fait l'objet d'éloges de la part de divers acteurs, en particulier du domaine de l'économie.

En effet, il y a de nombreux nouveaux aspects positifs:

- L'Autriche devra mener une politique de détente entre l'Occident et la Russie, et servir de médiateur dans le conflit ukrainien,
- le droit à posséder de l'argent liquide doit être inclus dans la Constitution,
- renforcer l'Autriche dans le domaine de l'économie,
- baisses d'impôts,
- réduction de la bureaucratie,
- conseils médicaux et sociaux avant les interruptions de grossesses volontaires,
- engagements contre la persécution des minorités religieuses, notamment des Chrétiens, dans le monde,
- interdiction de l'herbicide total *Glyphosate*,
- dans le droit familial, introduction du droit parental partagé après divorce, avec double domicile des enfants, pour que les enfants puissent être avec les deux parents,
- examen des exigences en matière de nouveaux délits dans le droit pénal, par exemple fraude concernant l'âge, fraude dans l'asile, activités de passeur, entrée et séjour illégaux dans le pays,
- révision de la Loi sur les jeux de hasard – des experts renommés considèrent contreproductive l'interdiction des jeux de hasard,
- revalorisation de la milice au sein de l'Armée fédérale,
- analyse critique du commerce avec des certificats CO<sub>2</sub>,
- réintroduire l'excellence dans le système scolaire,
- amélioration des soins à domicile par les proches,
- importance de la protection de l'environnement,
- revenir en arrière sur les interdictions de fumer, notamment pour garantir la survie des petites entreprises gastronomiques dans le sens du libre choix,
- plan directeur contre le tassement du sol.

## De nombreux sujets n'ont pas été retenus

Il est frappant que de nombreux domaines importants pour l'avenir ne soient pas mentionnés dans le programme:

- introduction forcée de compteurs d'électricité digitaux «intelligents» (smartmeter),
- alimentation de porcs et de bœufs avec du fourrage OGM
- protection écologique contre les crues, selon le chercheur autrichien *Viktor Schaubberger*,
- génie climatique, et la diminution de l'irradiation solaire par les chemtrails, déjà en cours,
- création d'argent à partir de rien, par les banques,
- dérives gravissimes dans la justice, par exemple l'instauration en masse d'administrateurs,
- Choix purement politique de responsables dans l'administration publique et dans la justice,
- droit de se défendre avec des armes à feu légales,
- folie de la théorie du genre.

## La politique concernant les étrangers sera décisive

Dans ce programme gouvernemental, les parties positives et négatives sont donc entremêlées. Il semble que le succès ou l'échec du nouveau gouvernement dépendra principalement du succès de sa politique concernant les étrangers.

Source: [www.allesroger.at/artikel/das-will-die-neue-regierung](http://www.allesroger.at/artikel/das-will-die-neue-regierung)

(Traduction *Horizons et débats*)



# La numérisation dans les écoles – l'apprentissage par l'expérience

par Felice Pensatore

Et à nouveau, j'étais assis à mon bureau et je lisais attentivement une pile d'articles de journaux intéressants. L'un d'entre eux, en langue anglaise, avait été publié deux ans auparavant. Une grande photo de la Silicon Valley (Californie) ornait la première page. Ce que je lus me laissa pantois. Ici, des parents se demandaient si le rêve futuriste d'une salle de classe dotée d'iPads, de smartphones et d'écrans était réellement dans l'intérêt de la prochaine génération. Le plus étonnant fut de lire que ces parents travaillaient eux-mêmes dans l'industrie des technologies de pointe de la région. Leur décision s'appuyait sur des études et expériences indépendantes (!), examinant les arguments pour et contre l'apprentissage au moyen des appareils électroniques les plus modernes. La conclusion qu'en tiraient les parents était qu'il était préférable d'envoyer leurs enfants dans une école Waldorf [Rudolf Steiner] et de payer pour cela des frais de scolarité considérable. Ainsi, au cœur du «Digital Center» des Etats-Unis, on trouve une école Waldorf, où les employés de Google, Apple, Yahoo etc. envoient leurs enfants.<sup>1</sup>

Ce que je lisais, était à l'opposé de l'article du journal gratuit «20 minutes», rapportant l'équipement prévu par le Conseil municipal de la ville de Berne de toutes les écoles primaires et maternelles municipales en wifi [réseau local sans fils]. Pour cela, il demande au Parlement un crédit de 1,576 millions de francs. Grâce à cela, les enfants devaient acquérir les premières bases numériques exigées par le Plan d'études 21. Une tablette serait à la disposition de quatre enfants. Pour l'équipement complet des 88 établissements scolaires et les jardins d'enfants, un bon million de francs serait nécessaire; les frais pour l'entretien de l'infrastructure du réseau sans fil pendant cinq s'élèveront à environ 500 000 francs. Le Conseil municipal bernois prévoit un crédit supplémentaire pour cinq ans de plus s'élevant à deux millions de francs pour l'installation d'un réseau entre les divers sites scolaires.<sup>2</sup> La ville de Zurich n'est pas à la traîne et débourse, avec l'introduction du Plan d'études 21 pour l'année scolaire 2018/2019, 12,3 millions de francs pour équiper tous les élèves de 5<sup>e</sup> classe d'une tablette individuelle (à partir de ce niveau, des cours de «médias et informatique» sont ancrés dans la grille d'horaires du plan d'études cantonal). A la fin de la 6<sup>e</sup> classe, ces appareils mobiles devront être rendus. Là aussi, on affirme: «Le but est de transmettre aux élèves, outre la simple utilisation des appareils mobiles, de larges compétences médiatiques.» Le Conseil municipal de Zurich veut également doter d'ordinateurs les structures d'accueil, afin que le nombre croissant d'enfants et d'adolescents utilisant les offres d'en-

«Mon scepticisme naît de mon amour pour l'ordinateur, du souhait de rendre notre monde technologique plus adapté à l'Homme plutôt que de rendre l'Homme plus adapté aux machines.»

(Stoll, Clifford. *Log out. Warum Computer im Klassenzimmer nichts zu suchen haben und andere High-Tech-Ketzereien*. p. 11)

cadrement extrafamilial, puisse avoir recours à toutes les infrastructures nécessaires – par exemple pour faire les devoirs ou pour des travaux administratifs. Le personnel de soutien devra donc suivre des cours pour se préparer à ces nouvelles tâches.<sup>3</sup>

C'est bizarre, je me suis dit. Chez nous, on exige à cor et à cri la numérisation tout en se plaignant des opportunités manquées et là, où toute cette technique et ces appareils sont développés, les parents préfèrent une éducation complète, à la fois intellectuelle, émotionnelle et manuelle. Les producteurs d'ordinateurs, de logiciels et d'autres conquêtes techniques, vantant leurs produits comme étant «de grande importance pédagogique», ont-ils vraiment le bien-être des enfants et des adolescents en vue?

## Les esprits critiques ne sont ni «ennemis de la mécanisation» ni «ringards»

Alors, mon regard se posa sur le titre d'un livre se trouvant dans ma bibliothèque: «Log out – Warum Computer im Klassenzimmer nichts zu suchen haben» [Pourquoi les ordinateurs n'ont pas leur place dans la salle de classe]. L'auteur Clifford Stoll a écrit cet ouvrage au tout début du millénaire, lorsque les écoles américaines avaient déjà fait leurs expériences avec les conquêtes numériques. En tant qu'astronome et spécialiste en informatique, il avait contribué au développement d'ARPANETs, le prédécesseur de l'Internet actuel. Il n'est donc pas un «ennemi de la mécanisation» ou un «ringard», manière dont on dénigre souvent tout esprit critique. Il était et demeure toutefois sceptique face aux ordinateurs et se sent obligé de s'opposer aux fausses promesses orgueilleuses et aux exagérations démesurées.<sup>4</sup> Par ses publications, il aida à lancer aux Etats-Unis un large débat au sujet de la numérisation dans le système scolaire.<sup>5</sup> Il est intéressant de noter que les mêmes arguments commencent à apparaître une quinzaine d'années plus tard chez nous en Europe. Pourquoi donc? Sommes-nous si peu capables d'apprendre des expériences faites?

## Des spécialistes indépendants (!) mettent en garde

A la fin du dernier millénaire, on fonda aux Etats-Unis l'Alliance for childhood [Alliance pour l'enfance]. Cette organisation à but non lucratif, composée de pédagogues, de spécialistes de la santé et d'autres chercheurs intéressés au développement de l'enfant, s'est penchée sur la question de la numérisation en effervescence en ce temps-là dans les écoles américaines. Au début des années 2000, elle publia un rapport détaillé sur ses résultats de recherche.<sup>6</sup> Il s'agissait notamment des risques sérieux pour la santé suite au travail à l'écran (notamment avec les ordinateurs portables). On constata d'éventuels liens entre l'augmentation de cas de myopie, d'obésité et de diabète de type 2 et des troubles de la concentration. Mais également les arguments courants, au moyen desquels on propage l'utilisation d'appareils numériques, – de meilleures chances pour l'avenir, davantage de motivation, de capacité de travail en équipe et de créativité – ont été réfutés par des études indépendantes (!). On a accordé une grande importance au manque fatal d'expériences de vie se développant chez les enfants qui passent la grande partie de leur vie à l'école et à la maison devant des appareils électroniques.<sup>7</sup> Oh là là, je me suis dit. Chez nous, on ne cesse de nous rabâcher qu'il faut de façon urgente augmenter le nombre des manuels scolaires électroniques dans les écoles, parce qu'ainsi les enfants, passant la grande partie de leur temps libre devant un écran et montrent déjà un comportement de dépendance, pourront acquérir un compor-

tement sensé avec les appareils électroniques. Voilà une ligne d'argumentation plutôt étrange. N'a-t-on rien appris?

## En dépit du bon sens

Au tournant du millénaire, on a fait aux Etats-Unis dans divers secteurs scientifiques des recherches pour analyser les avantages souvent répétés et les avantages futurs de l'apprentissage par ordinateur. On a en outre soigneusement examiné le processus d'apprentissage. Des chercheurs indépendants (!) ont conclu que les programmes d'apprentissage multimédia courants, souvent optiquement ravivés n'apportent pas de grands effets d'apprentissage: les ordinateurs donnent bien l'impression que les enfants travaillent et sont actifs. L'habileté de nombreux enfants dans le maniement des outils informatiques est impressionnante mais n'est pas considérée comme une preuve d'intelligence. Les enfants et les adolescents eux-mêmes se trompent à propos de leur succès dans l'apprentissage. Il est vrai que les réponses et les confirmations rapidement données peuvent déclencher un bref coup d'adrénaline «récompensant». Pourtant la patience et l'envie de vouloir trouver une solution, nécessaire à tout apprentissage couronné de succès, sont étouffées, et un processus d'apprentissage durable est empêché. Au lieu de compréhension et de réflexion critique, il résulte une torpeur mentale. L'objectif visé n'est pas atteint, car il s'agit d'enthousiasmer les élèves pour un sujet et non pas de simplement les divertir. Les composants décisifs d'un apprentissage couronné de succès manquent – l'endurance, l'effort, le soin, le sentiment de responsabilité, une pensée claire et la collaboration associés à la relation entre l'enseignant et l'enfant. Il en résulte finalement une satisfaction profonde, une expérience renforçant la personnalité et offrant une chance pour le développement et le mûrissement en faveur de toutes les personnes impliquées.

«Apprendre ne signifie pas amasser des informations, améliorer l'efficacité ou simplement s'amuser, cela signifie développer les capacités humaines.»

(Stoll, Clifford. p. 33)

Malheureusement, les critiques ne trouvaient et ne trouvent toujours pas l'écoute qu'ils mériteraient! L'enthousiasme pour les astuces techniques cache la vue d'ensemble de bon nombre de personnes. Ils espéraient inventer une meilleure technologie pour éliminer les problèmes nés de cette technologie. La misère de la formation scolaire aux Etats-Unis est la preuve de cet échec. Aujourd'hui, l'Alliance for Childhood se bat contre les innombrables évaluations et tests liés inévitablement à la numérisation dans les salles de classe américaines.

## L'attirance des gros gains

Mais les partisans de la numérisation n'ont pas dormi au début de ce siècle. C'était l'époque de la planification stratégique. A Vancouver, a eu lieu le premier marché mondial de la formation et aux rencontres concernant la formation des pays du G8 à Cologne en 1999 et à Okinawa en 2000, la technologie dans le secteur de l'enseignement était le sujet principal. Pour le cycle du millénaire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'élaboration des règles pour le marché éducatif était au programme. A la session spéciale du Conseil européen à Lisbonne, les chefs de gouvernement de l'UE ont fixé au mois de mars les lignes conductrices concrétisées par la suite au mois de juin à Feira par un plan d'action. Il s'agissait de l'élaboration d'e-europe, selon laquelle l'Europe devrait se développer au cours des quinze prochaines années pour devenir l'e-economy la plus capable. La Global Alliance for Transnational Education<sup>8</sup> a organisé chaque année des conférences pour les représentants des organisations patronales et des grands groupes transnationaux (OCDE, OMS, Unesco, Banque mondiale et d'autres).<sup>9</sup> Il y a de bonnes affaires à faire! A cette époque déjà, on estimait le marché mon-

«L'apprentissage ne peut être remplacé par la navigation sur Internet, pour apprendre, il faut comprendre les faits, s'intéresser à l'histoire et interpréter le monde.»

(Stoll, Clifford. p. 37)

dial du secteur de la formation entre 27 et 50 billions de francs!

## Est-ce du déjà-vu ou des expériences dont on pourrait profiter?

Pourquoi ne prend-on pas en compte les expériences américaines chez nous? Pourquoi ne trouve-t-on aucun débat sur le sens ou le non-sens d'investir d'énormes sommes dans la numérisation des écoles? Ou alors, cette hâte soudaine fait-elle partie de la stratégie d'imposition: sans débat, il est plus facile de faire avancer les choses?

Ne soyons pas dupes: il ne s'agit pas seulement des fonds publics qu'on jette au pied des multinationales de la formation. Certains utilisent la technologie comme petite porte pour atteindre des buts non avoués. Ils veulent transformer les écoles à l'aide d'une image biologiste de l'homme importée des Etats-Unis. Ce changement de paradigme signifie de considérer l'enfant comme un système de commande auto-organisé et auto-optimisant et de transformer les écoles à l'aide de concepts d'enseignement constructivistes et de contenus orientés sur les compétences. Selon la théorie des systèmes [la systémique], ils doivent être libérés de leur «rigidité» et devenir des «organismes vivants». Cette conception est inhérente au Plan d'études 21. Ainsi, l'enfant doit développer les compétences désirées, avant de les faire évaluer, dans des classes en espace-ouvert, devant un ordinateur, à l'aide duquel il résout ses unités d'apprentissage et ses exercices numériques de manière autorégulée. Est-ce cela la perspective que nous voulons offrir à nos enfants et adolescents?

«Voulons-nous un peuple d'idiots? Il n'y aurait qu'à orienter les plans d'études de manière technologique et créer des cours par vidéo, par ordinateurs et par produits multimédias. Le but de l'apprentissage serait alors d'avoir d'excellents résultats lors des tests standardisés. Tout ce qui ne rapportera pas grand-chose dans le job futur – tels la musique, l'art, l'histoire – est éliminé. Un peuple d'idiots en est le résultat.»<sup>10</sup>

Quelle chance que la nature humaine ne se laisse pas déformer si facilement. De plus en plus de parents s'insurgent contre cette tendance d'utiliser leurs enfants en tant que cobayes pour des réformes scolaires surannées. Les enfants et les adolescents eux-mêmes expriment qu'ils veulent enfin à nouveau avoir des cours passionnants, en commun avec leurs camarades de classes et un enseignant qui leur explique de nouvelles choses – sans tablettes et sans ordinateurs portables. Sont-ils seuls à vouloir apprendre?

<sup>1</sup> Tablets out, imagination in: schools that shun technology. In: «The Guardian» du 2/12/15 [www.theguardian.com/teacher-network/2015/dec/02/schools-that-ban-tablets-traditional-education-silicon-valley-london](http://www.theguardian.com/teacher-network/2015/dec/02/schools-that-ban-tablets-traditional-education-silicon-valley-london), extrait le 10/ 2/2017

<sup>2</sup> «Alle Berner Kindergärten mit WLAN.» In: «20 Minuten» du 7/12/17

<sup>3</sup> Zürich kauft den Schulen Tablets. Der Stadtrat hat für den weiteren Ausbau der Schulinformatik Gelder bewilligt. Und lässt sich das ganz schön viel kosten. [Zürich achète des tablettes pour les écoles. Le Conseil municipal a accordé des fonds pour développer l'informatique scolaire. Et il est prêt à déboursé de grosses sommes.] In: «Tages-Anzeiger» du 20/12/17. [www.tagesanzeiger.ch](http://www.tagesanzeiger.ch), Etat du 26/12/17

<sup>4</sup> Stoll, Clifford. *Log out. Warum Computer im Klassenzimmer nichts zu suchen haben und andere High-Tech-Ketzereien*. Frankfurt a. M. 2001, p. 9s.

<sup>5</sup> ibid.

<sup>6</sup> Cordes, Colleen/ Miller, Edward. *Fool's Gold: A Critical Look at Computers in Childhood*. Alliance for Childhood (éd.). [www.allianceforchildhood.org](http://www.allianceforchildhood.org).

<sup>7</sup> cf. Felber, Ursula/ Gautschi, Eliane. *Die Trojanische Maus. Computer in den Schulen – Lernen für die Zukunft*. Zurich 2002, p. 17s.

<sup>8</sup> abréviation GATE, portée par des entreprises telles Microsoft, Coca-Cola, Bertelsmann, Hewlett Packard, Siemens, IBM, Merrill Lynch

<sup>9</sup> cf. Felber/ Gautschi. ibid. p. 73s.

<sup>10</sup> Stoll, Clifford. ibid., p. 20



«Les derniers résultats de l'étude «BLIKK Medien 2017» indiquent que la consommation excessive de média nuit à la santé et à la capacité de concentration et de développement du langage chez les enfants et les jeunes. Toutefois, les associations économiques et les représentants de la technologie informatique exigent unanimement l'enseignement de cette technologie et des langages de programmation déjà dans les classes d'école primaire afin que les élèves soient préparés pour l'avenir numérique. L'utilité pédagogique des médias numériques dans les cours reste douteuse. La thèse de Ralf Lankau: nous devons nous souvenir de notre tâche pédagogique et redonner aux médias (numériques) le sens qu'ils ont dans l'enseignement en classe: un auxiliaire didactique.» (Tiré du texte de la quatrième de couverture, ISBN 978-3-407-25761-1)



# Les hommes ne veulent pas la guerre ... ... ou comment l'on crée les guerres

par Dieter Sprock

«Les masses ne sont jamais avides de faire la guerre, aussi longtemps qu'elles ne sont pas empoisonnées par la propagande.»<sup>1</sup>

Albert Einstein

L'histoire de l'humanité est parsemée de guerres et de violence. La liste des guerres depuis l'antiquité est presque interminable et l'ampleur de la destruction et de la souffrance humaine, créée par la guerre, hier et aujourd'hui, inimaginable. Les deux guerres mondiales du siècle passé ont provoqué, à elles seules environ 150 millions de morts et de blessés, dont une grande partie de victimes civiles: femmes, enfants, personnes âgées. Le nombre de personnes ayant perdu leur vie depuis la Seconde Guerre mondiale suite aux guerres et à d'autres excès de violence humaine pourrait bien atteindre les 100 millions de victimes. – La Suisse a 8 millions d'habitants. – Face à ce bilan tragique, nous ne pouvons fermer les yeux.

## L'erreur de Sigmund Freud

«Pourquoi la guerre? Depuis que les guerres existent, l'interrogation de l'origine de la guerre et de la violence a toujours existé; elle est l'expression d'une profonde volonté de paix de l'être humain. Cette aspiration constitue un fil rouge tout le long de l'histoire culturelle de l'humanité et aboutit, partout où l'Homme recherche les raisons de la guerre, à la question de sa nature morale: la guerre fait-elle véritablement partie de l'état de nature de l'être humain? N'est-ce pas plutôt l'aide mutuelle et le sentiment d'équité et de moralité qui constituent la base du vivre-ensemble de nos lointains ancêtres?»

Au cours de la première partie du siècle passé, le débat sur «Pourquoi la guerre?» était fortement influencé par l'idée d'une pulsion d'agression soutenue par Sigmund Freud (1856–1932) dès 1920, sous l'impression des énormes massacres de la Première Guerre mondiale.

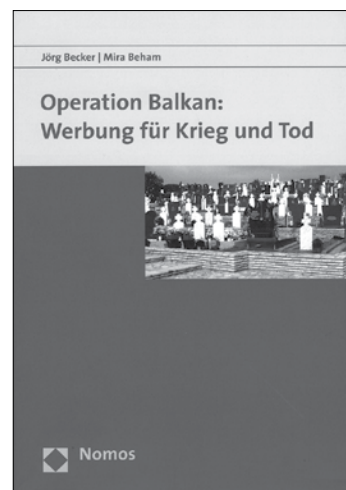
Lorsqu'Albert Einstein (1879–1955) interrogea Freud – à la demande de la Société des Nations en 1932 – dans une lettre sur les possibilités «de libérer les hommes du malheur de la guerre», Freud répondit – convaincu que «le désir de l'agression et de la destruction» est ancré tel une constante dans les pulsions humaines: qu'il n'y a aucune possibilité de les éliminer. Les conflits d'intérêts entre les hommes sont «en principe résolus par le recours à la violence». En outre, «la mise à mort de son ennemi correspond à une pulsion instinctive». Sa réponse aboutit dans la phrase mémorable suivante: «Pourquoi nous élevons-nous avec tant de force contre la guerre, vous et moi et tant d'autres avec nous, pourquoi n'en prenons-nous pas notre parti comme de l'une des innombrables vicissitudes de la vie? Elle semble pourtant conforme à la nature, biologiquement très fondée, et, pratiquement, presque inévitable.»

Bien que la construction freudienne des pulsions d'agression fut dès le début contestée et est réfutée depuis belle lurette, elle déploie aujourd'hui encore ses effets néfastes. On en trouve les traces dans la pensée et le langage et elle dirige les débats urgents concernant la guerre et la violence dans une direction erronée.

## L'aide mutuelle correspond à la «lutte pour la vie»

L'hypothèse de Freud selon laquelle la guerre est biologiquement fondée, s'est avérée totalement erronée. Ni la guerre, ni toute forme de violence domestique ne correspondent à une quelconque nécessité biologique. Elles ne sont pas ancrées dans nos gènes. La vie humaine n'est pas déterminée par l'agression. L'aide mutuelle correspond en fait à la «lutte pour la vie». Elle a garanti la survie du genre humain car ce n'est qu'en communauté que l'Homme a pu résister aux aléas de la nature et se protéger contre ses ennemis naturels.

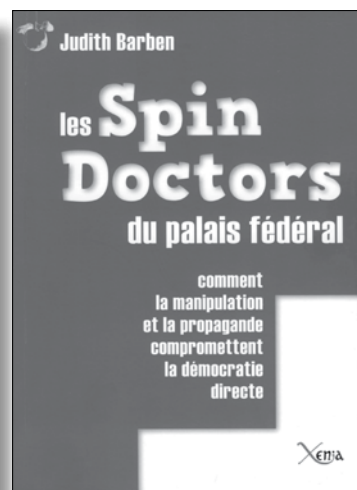
En observant le vivre-ensemble humain de manière objective, on reconnaît qu'il est déterminé par la recherche de relations



ISBN 3-8329-1900-7



ISBN 978-2-35-5220-01-2



ISBN 978-3-033-01916-4-5

humaines et de l'appartenance à un groupe de semblables. L'être humain s'efforce de bien remplir ses tâches dans la confiance qu'autrui agisse de même et soit honnête. Même de nos jours, où l'individualisme est roi – «pense d'abord à toi» –, l'humanité ne pourrait survivre même une douzaine d'années sans l'aide mutuelle et les activités bénévoles en faveur du bien collectif.

En dépit des difficultés pouvant survenir dans toutes les relations humaines – divergences d'opinion, malentendus, jalousie et disputes dégénérant parfois dans des actes violents – la vie en commun des êtres humains se passe en général de manière pacifique. Les gens travaillent, se soucient du sort de leurs enfants, soignent leurs maisons et leurs jardins, aiment la convivialité, sont parfois joyeux et parfois tristes – mais malgré les grandes diversités régnant d'une personne à l'autre, il est extrêmement rare que quelqu'un plie bagage, se rende dans un pays étranger pour y tuer ses semblables qui ne lui ont rien fait et dont il ne comprend pas même la langue. Albert Einstein avait raison en écrivant: «Les masses ne sont jamais avides de faire la guerre, aussi longtemps qu'elles ne sont pas empoisonnées par la propagande.»

Même dans les situations exceptionnelles de la guerre, la cruauté sadique – nécessitant une analyse à part – se trouve en compagnie de l'entre-aide et de la compassion, non seulement envers ses camarades, mais également envers l'ennemi. Il existe d'innombrables exemples où des soldats, même sous la menace de mort, ont épargné l'ennemi par exemple en déviant volontairement leurs tirs. L'industrie de guerre a pour cette raison créé des «jeux violents» («Killer Games») afin de réduire l'inhibition des soldats à tuer et d'augmenter le taux de morts chez l'ennemi.

On connaît également les témoignages de soldats rentrant de la guerre et racontant qu'ils avaient, lors de courtes trêves, quittés leurs tranchées pour fumer une cigarette avec leur ennemi et échanger des photos de leurs familles.

## L'Homme est entraîné dans la guerre par des mensonges

Hormis les querelles entre ethnies de nos ancêtres se confrontant entre rivaux à cause de territoires de chasse et de nourriture, les guerres n'ont pas lieu en raison de disputes entre individus où de quelques pulsions agressives. La guerre, on parle de la guerre d'agression, tout comme la terreur, est une sorte d'exercice de la violence institutionnelle. Les deux formes sont froidement planifiées selon des réflexions stratégiques: on prépare les armes dans cette perspective, on veille aux réserves de munitions. Pour faire la guerre, il faut des cuisiniers pour ravitailler les troupes et du personnel d'aide médical et des médecins pour s'occuper des blessés. Tant pour la guerre que pour l'exercice de la terreur, il faut une stratégie pour diaboliser l'ennemi en créant artificiellement les images nécessaires. Souvent, ces préparatifs durent plusieurs années. La propagande de guerre a comme tâche de créer la haine contre l'ennemi et de masquer la guerre politiquement derrière une «bonne» guerre nécessaire.

Entre-temps, il est généralement connu que les gouvernements mandatent de grandes entreprises de relations publiques œuvrant à l'échelle internationale, en faveur de leurs plans de guerre pour renforcer le soutien au sein de leurs propres populations et de leurs alliés.

Les spécialistes de la communication, formés avec les connaissances de la psychologie, des recherches en sciences de communication et d'autres sciences sociales, créent les scénarios à l'aide desquels les êtres humains sont manipulés, en recourant aux mensonges, pour qu'ils acceptent la guerre. Les médias – radio, télévision, journaux et magazines ainsi qu'Internet et l'industrie du film – veillent à ce que cette «publicité pour la guerre et la mort»<sup>2</sup> soit répandue parmi les populations. Ils fixent les sujets et les arguments avec lesquels les consommateurs doivent s'identifier; c'est ce qu'on appelle «éclaircissement» ou «information». Les nouvelles non désirées sont tuées ou transformées par le «ministère de la vérité» en propagande ennemie ou en «fake news» [«fausses nouvelles»].

La couverture médiatique est dominée par un petit nombre de grandes agences de communication: Les auteurs Becker et Beham précisent que «80% de toutes les informations diffusées par les médias se basent sur une seule source, se révélant souvent être – suite à des recherches plus poussées – précisément le bureau de presse ayant mis en circulation la nouvelle.» Ils parlent de la «colonisation des médias par l'industrie de communication». Au début des années 1990, il y avait aux Etats-Unis davantage d'«agents de relations publiques» que de journalistes.

Edward Bernays (1891–1995), un neveu de Sigmund Freud, souvent présenté comme le père des relations publiques, n'a pas seulement veillé à la diffusion des théories freudiennes aux Etats-Unis, mais a créé, par son livre «Propagande» de 1928, les bases pour la gestion moderne de la communication.<sup>3</sup> Il sert aujourd'hui encore de manuel pour manipuler l'opinion publique par des experts en propagande et des gouvernements.

Bernays développa ses campagnes pour manipuler les opinions publiques selon les théories de son oncle. Il était persuadé qu'il était possible de «contrôler et diriger les masses sans qu'elles s'en aperçoivent» si l'on «comprendait les mécanismes et les motifs de la pensée en groupe».

Pour Bernays «la manipulation consciente et dirigée des comportements et opinions des masses» était «un élément essentiel des sociétés démocratiques.» Il écrit que «des organisations travaillant clandestinement dirigent les processus sociaux. Ce sont elles qui constituent le véritable gouvernement dans notre pays [les Etats-Unis, ndr.]»

Nous sommes gouvernés par des personnes dont nous n'avons jamais entendus parler. Ils influencent nos opinions, nos goûts, nos pensées.» Il continue en disant que cela n'est pas surprenant: «Si de nombreuses personnes sont censées vivre ensemble harmonieusement dans une société, de telles processus de contrôle sont incontournables.» (p. 19)

Pour Bernays, il est évident qu'«une élite née pour cela» doit diriger la société. Sans

gêne, il fait l'éloge des «formidables succès de la propagande de guerre» [en parlant de la Première Guerre mondiale] ayant ouvert les yeux aux «personnes lucides concernant le potentiel de la manipulation des opinions des masses dans tous les domaines de la vie». Pendant la guerre, continue-t-il, le gouvernement américain et diverses associations patriotiques «ont emprunté une méthode entièrement nouvelle» pour trouver l'acceptation publique en «s'assurant du soutien de personnes clés dans tous les groupes sociaux, c'est-à-dire d'individus dont la parole avait un poids pour des centaines, des milliers ou même centaines de milliers de personnes.» Ainsi ont-ils gagné, selon l'auteur, «le soutien d'associations d'étudiants, de communautés religieuses, d'organisations commerciales, d'associations patriotiques et d'autres groupes sociaux ou régionaux entiers, dont les membres avaient automatiquement repris les opinions de leurs dirigeants et porte-paroles.»

En outre, les manipulateurs ont «provoqué des réactions de masses contre les prétendues atrocités, la terreur et la tyrannie perpétrées par l'ennemi». (p. 33) C'est ainsi qu'on fait la guerre!

La propagande de guerre renoue avec l'évidence que l'être humain est un être social de par sa nature et que la vie en commun est fondée sur la bonne foi. Elle abuse du sentiment humain de la responsabilité et de l'équité pour faire apparaître la guerre contre les «barbares» non seulement comme juste mais également comme une mission sacrée. Elle mise donc sur le fait que le citoyen honnête ne peut même pas concevoir qu'on puisse le manipuler et le tromper de la sorte.

## Le véritable enjeu: le contrôle du pouvoir

L'origine de la guerre n'est pas innée à la nature humaine. Les êtres humains ne veulent pas la guerre. Lors de la recherche des origines de la guerre, il faut diriger notre attention davantage sur les structures et les conditions incontrôlées du pouvoir. Elles rendent possibles que des individus puissent prendre des décisions ne correspondant nullement aux intérêts de la communauté. Jusqu'à présent, on n'a pas encore réussi à limiter le pouvoir des puissants agissant en arrière-plan. Les grandes questions politiques sont souvent décidées par des instances n'étant soumises à aucun contrôle politique et pouvant ainsi vider la démocratie de sa substance.

Une grande partie des puissants sont poussés par l'avidité et poursuivent leur propre politique de pouvoir sans se soucier du droit et des lois ou du bien-être des populations. Ils agissent ni en fonction du droit international ni en fonction de la Charte des Nations Unies qui, suite à l'interdiction du recours à la force, exclut toute guerre d'agression.

Notre avenir dépendra en grande partie de la question si et dans quelle mesure nous réussirons à transformer nos «structures réglementaires» (Arthur Rich)<sup>4</sup> de telle manière qu'elles empêchent ou, au moins, réduisent l'abus du pouvoir, et contraignent également les puissants de ce monde à respecter le droit et la loi. Il est primordial de concentrer tous nos efforts sur ce but. •

<sup>1</sup> Einstein, Albert; Freud, Sigmund. *Warum Krieg? Ein Briefwechsel*, Zürich 1972 / Freud, Sigmund; Einstein, Albert. *Pourquoi la guerre?* Rivages Paris, rééd. 2005

<sup>2</sup> Becker, Jörg und Beham, Mira. *Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod*, Baden-Baden 2006

<sup>3</sup> Bernays, Edward. *Propaganda – comment manipuler l'opinion en démocratie*, Editions Zones 2007

cf.: Barben, Judith. *Les Spin doctors du Palais fédéral. Comment la manipulation et la propagande compromettent la démocratie directe*, Editions Xenia 2010

<sup>4</sup> cf. «A propos du travail, de l'économie, du pouvoir et de l'éthique dans l'économie», dans *Horizons et débats* n° 29/30 du 27/11/17